

DÉLIBÉRATION n° 2017/03/14-03
Compte financier 2016

Le **conseil d'administration**, en sa séance du 14 mars 2017, sous la présidence d'Yvon BERLAND, Président,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-12 46 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 6 249 ETPT sous plafond ETAT et 7 577 ETPT sous plafond Etablissement
- 794 892 357 € d'autorisations d'engagement
- 624 044 000 € de crédits de paiement
- 5 664 741 € de solde budgétaire
- 6 659 984 € de variation de trésorerie
- 5 184 099,44 € de résultat patrimonial
- 20 993 475 € de capacité d'autofinancement
- 12 830 751 € de variation de fonds de roulement

Article 2 :

Le conseil d'administration décide à l'unanimité d'affecter le résultat à hauteur de 5 184 099,44 € en réserve.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et le bilan sont annexés à la présente délibération.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 35

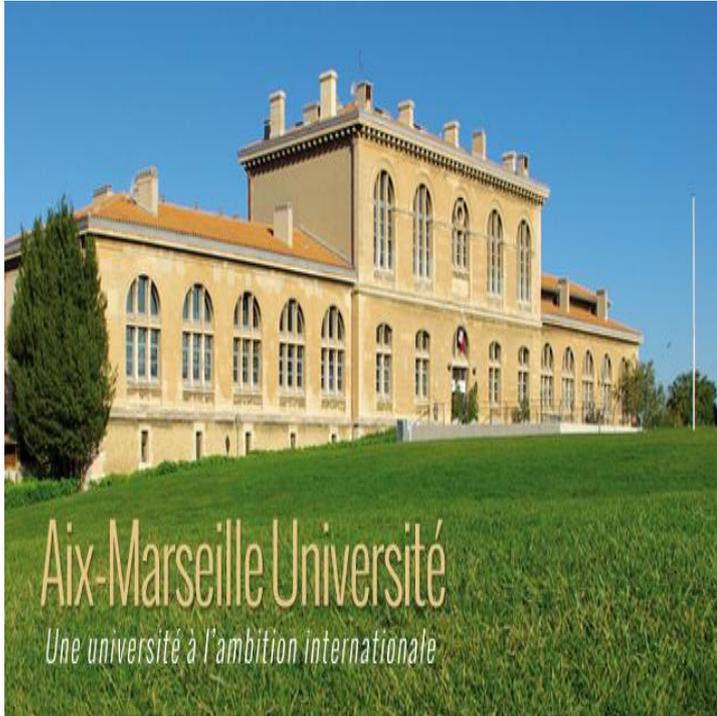
Fait à Marseille, le 14 mars 2017



Yvon BERLAND

Président d'Aix-Marseille Université





Conseil d'Administration du 14 mars 2017
Analyse du compte financier 2016
Agent comptable Isabelle Leclercq

SOMMAIRE

L'université d'Aix Marseille.....	3
Principaux constats.....	1
I - LE FONCTIONNEMENT	3
A – Les recettes de fonctionnement	4
1) Ressources Publiques	4
Evolution du compte 74 « Subvention d'Exploitation » (hors taxe d'apprentissage)	4
Subventions de fonctionnement : 563 138 623€	5
Evolution de la dotation de l'Etat	6
2) Ressources propres d'AMU.....	7
Les recettes liées aux inscriptions des étudiants	7
Les prestations de formation continue (compte 7065).....	8
La taxe d'apprentissage.....	8
Ratio ressources propres/produits encaissables	11
3) Répartition des ressources	12
B – Les dépenses de fonctionnement	13
1) Les dépenses de fonctionnement (hors dépenses de personnel).....	14
Achats divers	14
Charges de gestion.....	17
Principaux ratios des dépenses courantes	17
Dotations aux amortissements et provisions	19
2) Les dépenses de personnel.....	20
Principaux ratios des dépenses de personnel	22
C – Le résultat comptable et son affectation	23
Détail des résultats par budget	24
II - L'INVESTISSEMENT	25
A- Les recettes d'investissement.....	25
B- Les dépenses d'investissement	27
C- La capacité d'autofinancement	28
III-ANALYSE DES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS.....	29
1) Le fonds de roulement	29
2) Le besoin en fonds de roulement	31
3) La trésorerie.....	32
IV- ANALYSE EN MODE GBCP	33
(GESTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE PUBLIQUE).....	33
1) LE CADRE BUDGETAIRE : LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES.....	34
2) LE TABLEAU D'EQUILIBRE FINANCIER.....	36
2) LES OPERATIONS SUR RESSOURCES FLECHEES	37

L'université d'Aix Marseille

Née de la fusion des universités de Provence, Méditerranée et Paul Cézanne, Aix Marseille Université est un établissement pluridisciplinaire offrant divers champs de formation et de recherche.

Le compte financier 2016 comprend divers budgets de rattachement dont :

- le Centre National de Formation en Microélectronique (CNFM),
- l'Institut Interuniversitaire d'Etudes et Culture Juives (IECJ),
- le Service Interuniversitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPPS).

Ainsi que celui des trois fondations universitaires suivantes :

- la Fondation AMIDEX,
- la Fondation AMU,
- la Fondation IMERA.

En 2016 est venu s'ajouter un Service à comptabilité distincte « Plan Campus », destiné à isoler les dépenses et recettes relatives aux travaux d'aménagement des sites « Quartier des facultés » à Aix en Provence et « Luminy » à Marseille.

Dotée d'un effectif **de 7 133 ETPT** au 31/12/2016, *contre 7112 ETPT en 2015* soit une variation de + 21 agents par rapport à 2015.

L'Université compte pour l'année 2015-2016 **77 573 étudiants** contre 74 239 sur l'année précédente, soit une progression de 4%.

Le compte financier constitue la photographie de la situation financière de l'établissement appréciée à la fin de chaque exercice (le 31 décembre de chaque année).

Il s'inscrit dans un processus de « qualité des comptes » dans la perspective de la « certification ». L'objectif est de produire des comptes répondant aux normes de manière à ce qu'ils soient susceptibles d'être certifiés par un Commissaire aux comptes.

Le compte financier 2016 est le premier compte produit conformément au décret du 7 novembre 2012 sur la gestion budgétaire et comptable publique. Antérieurement au décret GBCP, la soutenabilité budgétaire s'appréciait au regard du compte de résultat qui devait être présenté à l'équilibre et du niveau de fonds de roulement. Cette doctrine

ne tenait pas compte de la dimension pluriannuelle des engagements donnés, ni des variations liées à la trésorerie.

Désormais, la soutenabilité budgétaire s'apprécie à partir de données issues des deux comptabilités budgétaire et patrimoniale : les restes à payer ; les opérations pluriannuelles ; le solde budgétaire ; la variation de la trésorerie (fléchée ou non) ; le résultat, la capacité d'autofinancement, la variation du fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

La présente analyse a été conduite à partir des comptes de l'exercice 2012 à 2016 d'Aix Marseille Université.

Principaux constats

Le compte financier 2016 affiche un résultat de fonctionnement positif de **5 184 099€**.

L'exercice 2016 se caractérise ainsi par une hausse des recettes *de fonctionnement* de **11,22M€** dont les éléments essentiels sont la progression des subventions **(+6,9M€)**, et l'évolution des ressources propres **(+2,2M€)**, dont la formation continue **(+2,2M€)**, et la taxe d'apprentissage **(+0,475M€)**.

Cette évolution favorable est cependant à relativiser compte tenu de la baisse des autres produits de gestion **(-0,7M€)**.

Les charges de fonctionnement progressent moins fortement que les recettes, soit **+10,1M€**. Les principales augmentations concernent l'entretien et la maintenance **(+0,5M€)**, les études et recherches **(+0,8M€)** et les subventions accordées par l'établissement **(+0,85M€)**.

Parmi les charges en baisse, on peut noter, les locations **-0,7M€** le poste abonnements et documentation **-0,6M€**, le nettoyage et gardiennage **-0,4M€**.

Évaluées à **499,9 M€**, les dépenses *de personnel* représentent **78%** de l'ensemble des dépenses de fonctionnement. Elles augmentent de près de **0,9%** en 2016, soit **+4,4M€**.

Hors charges sociales, les salaires progressent de **0,56M€**, les heures complémentaires de **0,64M€** les primes de **0,87M€**.

Les charges sociales accusent une augmentation de **2,32M€**.

Les dépenses d'investissement augmentent fortement en 2016, sous l'effet de la livraison de la deuxième tranche du PPP « Aix Facultés », dont le restaurant universitaire Nord, les aménagements extérieurs et une partie du Bâtiment ALLSH.

Les dépenses de travaux couvrent ainsi l'essentiel, soit près de **78%** des dépenses totales d'investissement en 2016.

Les recettes d'investissement sont pour l'essentiel constituées par les intérêts de la dotation Amidex et les intérêts de la dotation Campus ainsi que des versements dans le cadre du CPER.

Le fonds de roulement augmente de **12,8M€** et s'élève à **82 735 399€**.

L'évaluation du fonds de roulement net diminué des engagements de l'établissement ressort à **49,3M€**.

Le ratio calculé sur les charges décaissables hors charges de personnel est de **30 jours**.

Il représente **35 jours** pour les dépenses de personnel.

Ce ratio apparaît très prudent conformément aux normes observées, soit **15 jours**.

La capacité d'autofinancement positive progresse fortement en 2016 et représente **20,9 M€**.

La trésorerie s'élève au 31/12/2016 à **175,92M€**.

Enfin, le solde budgétaire est positif et s'établit à **5,66 M€**.

Ces différents résultats obtenus, grâce au sérieux budgétaire et à la recherche dynamique de ressources nouvelles, démontrent cette année encore la solidité financière d'Aix Marseille Université.

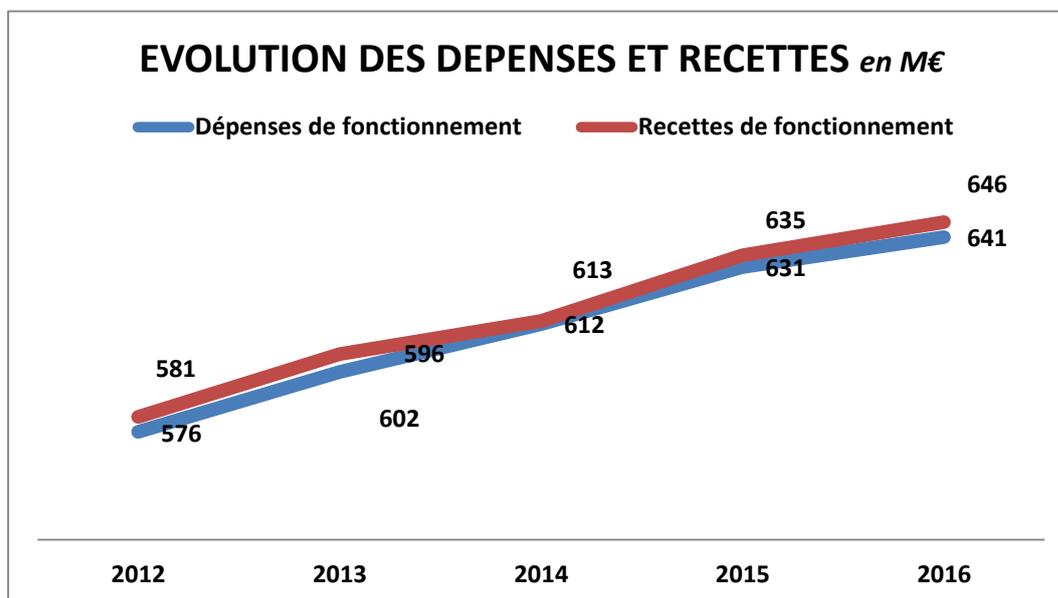
La progression de l'équilibre financier s'observe ainsi à l'aide de plusieurs indicateurs dont :

- L'amélioration du résultat de fonctionnement,*
- L'évolution positive des actifs avec les premières livraisons de bâtiments rénovés dans le cadre l'opération Campus ;*
- La hausse de la capacité d'autofinancement et du fonds de roulement,*
- Un solde budgétaire positif avec une augmentation de la trésorerie.*

Dans un contexte favorable à l'autonomie patrimoniale, les signes tangibles d'une excellente situation financière sont de nature à permettre à Aix Marseille Université d'assurer les opérations du Plan Campus, mais aussi de conforter la réhabilitation des bâtiments hors opération campus.

I - LE FONCTIONNEMENT

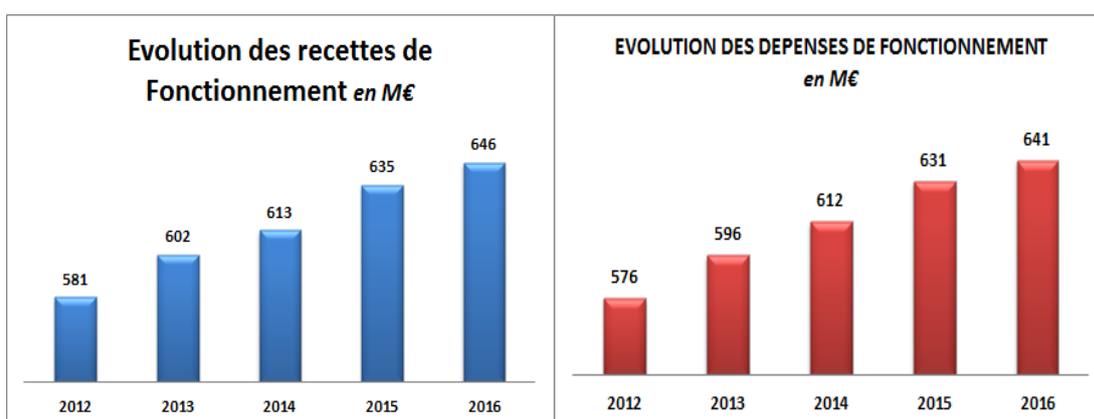
Les tendances de l'exercice 2016 sont sensiblement identiques à celles observées sur l'exercice précédent. Ainsi l'augmentation plus rapide des recettes par rapport aux dépenses génère un résultat excédentaire de 5M€.



Les dépenses de **631M€** en 2015 s'élèvent à **641 M€** en 2016, soit une hausse de **10M€**

Les recettes passent de **635M€** à **646 M€** en 2016, soit une hausse de **11M€**.

Le résultat est positif soit **5M€** et fait apparaître une progression des recettes supérieure à celle des dépenses venant ainsi conforter le résultat de fonctionnement.



A – Les recettes de fonctionnement

Le montant global des **recettes** s'élève à **646M€**.

Ce chiffre est en progression de **1,8 %** par rapport à celui de 2015 (*hausse de 3,5% en N-1*).

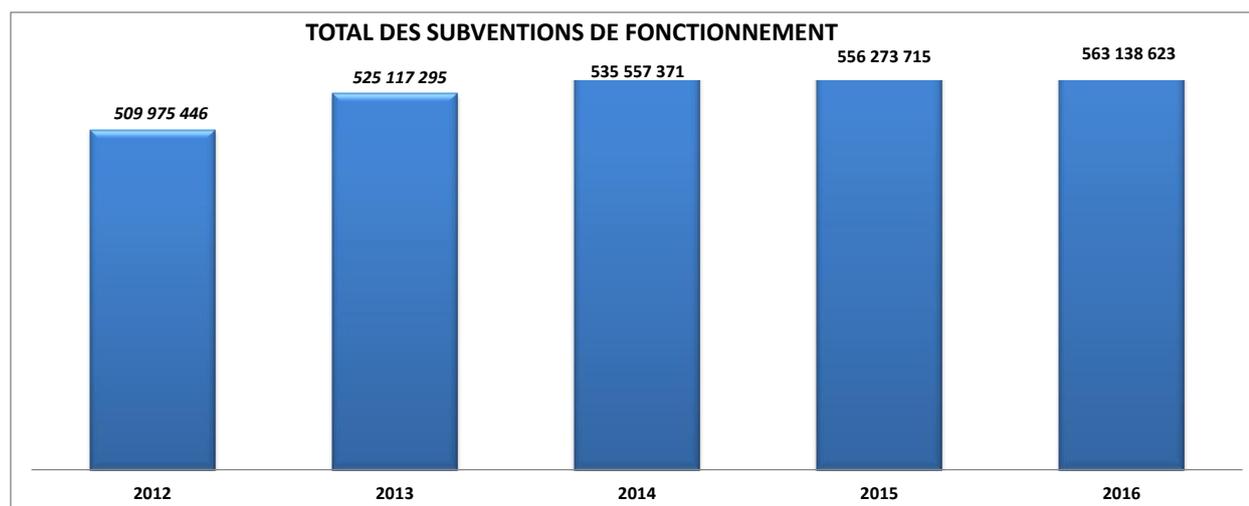
La hausse d'un montant total de **11,2M€** est liée pour l'essentiel aux subventions (+6,9M€) et à la taxe d'apprentissage (+0,475M€), Les autres recettes propres diminuent de **0,7M€** ;

EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en €)

INTITULE	2012	2013	2014	2015	2016	VARIATION 2016/2015	VARIATION en €	VARIATION 2012/2016
Ventes produits fabriqués, prestations de service, marchandises	37 762 748	38 738 368	42 030 100	39 167 042	39 578 114	1,05%	411 072	4,81%
Subvention d'exploitation et taxe d'apprentissage	513 628 672	528 508 946	538 577 031	558 787 375	566 040 104	1,30%	7 252 729	10,20%
Autres produits de gestion courante (Hors P.I.)	2 350 834	1 572 150	2 046 277	5 509 461	6 939 249	25,95%	1 429 788	195,18%
Produits financiers	287 535	409 719	628 692	457 290	300 509	-34,28%	- 156 781	4,51%
Produits exceptionnels	690 255	2 796 029	578 667	127 552		-100,00%	- 127 552	-100,00%
Produits issus des neutralisations	23 000 554	26 765 556	26 332 765	30 286 565	32 756 633	8,16%	2 470 068	42,42%
Reprise sur provisions	3 294 727	2 979 988	3 179 365	390 558	348 638	-10,73%	- 41 920	-89,42%
Transfert de charges	0	0	0	7 881	0	-100,00%	- 7 881	
S RECETTES DE FONCTIONNEMENT	581 015 325	601 770 756	613 372 897	634 733 724	645 963 247	1,77%	11 229 523	11,18%

1) Ressources Publiques

Evolution du compte 74 « Subvention d'Exploitation » (hors taxe d'apprentissage)



Subventions de fonctionnement : 563 138 623€

Il s'agit d'un poste essentiel puisqu'il représente plus de **87%** du total des recettes de fonctionnement en 2016 (contre 88% en 2015). Ce poste enregistre une hausse en 2016 de **1,2%** par rapport à l'exercice précédent soit un montant de **+6,9M€**.

INTITULE	2012	2013	2014	2015	2016	VARIATION 2015/2016	VARIATION en €	VARIATION 2012/2016
MINISTERE TUTELLE FONCTIONNEMENT	477 691 314	485 077 694	483 482 803	490 089 573	490 450 741	0,07%	361 168	2,67%
AUTRES MINISTERES	2 054 967	1 301 204	676 492	1 453 590	920 000	-36,71%	- 533 590	-55,23%
SUBVENTIONS REGION	5 074 232	6 313 660	5 325 222	4 697 749	4 422 156	-5,87%	- 275 593	-12,85%
SUBVENTIONS DEPARTEMENT	562 105	889 632	599 549	582 177	812 765	39,61%	230 588	44,59%
SUBVENTIONS COMMUNES ET GROUPEMENT COMM.	511 525	970 861	493 404	727 007	954 624	31,31%	227 617	86,62%
SUBVENTION UNION EUROPEENNE	4 717 393	5 110 805	6 161 016	5 316 692	3 444 392	-35,22%	- 1 872 300	-26,99%
SUBVENTION ORGANISMES INTERNATIONAUX	135 407	83 726	28 918	105 614	58 657	-44,46%	- 46 957	-56,68%
SUBVENTIONS AUTRES ORGANISMES PUBLICS	3 964 380	4 814 540	6 300 254	4 947 984	6 730 250	36,02%	1 782 266	69,77%
SUBVENTIONS DIVERSES (dont ANR)	15 264 123	20 555 173	32 489 713	48 353 329	55 345 038	14,46%	6 991 709	262,58%
TOTAL DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	509 975 446	525 117 295	535 557 371	556 273 715	563 138 623	1,23%	6 864 908	10,42%

En 2016, l'augmentation de la subvention pour charge de service public est plus faible qu'en 2015.

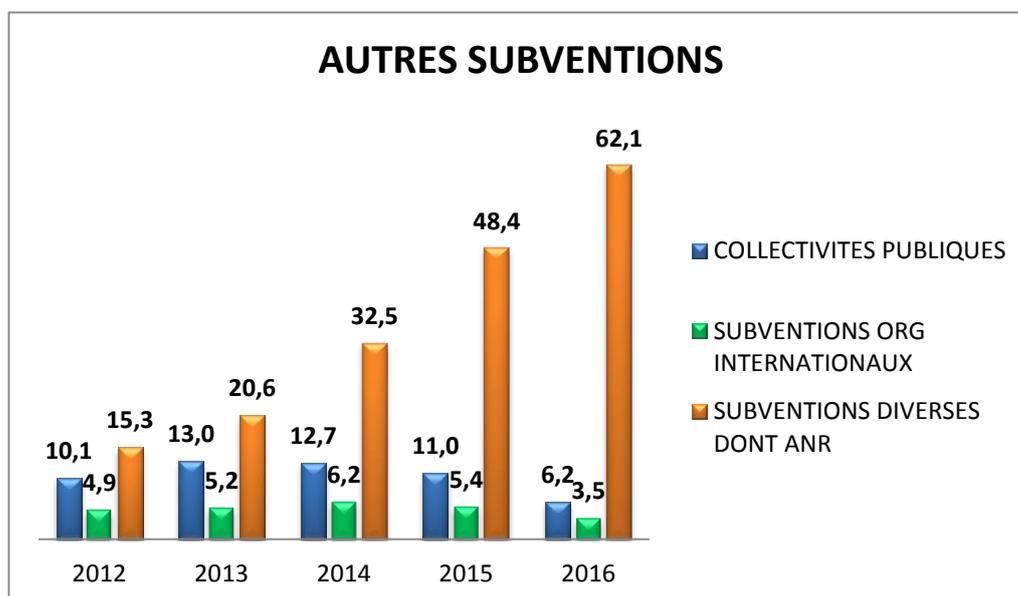
Cette situation s'explique par la réintégration en 2015 d'une partie de la subvention de l'Etat comptabilisée en produit constaté d'avance et mise en réserve afin de faire face à des travaux d'investissement.

Il convient de noter la hausse importante (+7M€) des subventions diverses dont notamment l'ANR correspondant aux projets Labex et Idex.

Pour rappel, les subventions relevant de l'ANR, suivent une courbe ascendante depuis la mise en œuvre des projets de la Fondation AMIDEX, soit +20M€ en 2015, +11,9M€ en 2014 et +5,3M€ en 2013).

Les subventions des collectivités locales restent relativement stables par rapport à 2015 avec une baisse prononcée des subventions européennes compensée par la hausse des subventions des autres collectivités.

Sur l'ensemble de la période (de 2012 à 2016), on observe une augmentation régulière des subventions, soit une hausse globale de 53M€ dont +13M€ pour la subvention pour charge de service public et + 40M€ pour les subventions autres dont essentiellement l'ANR.

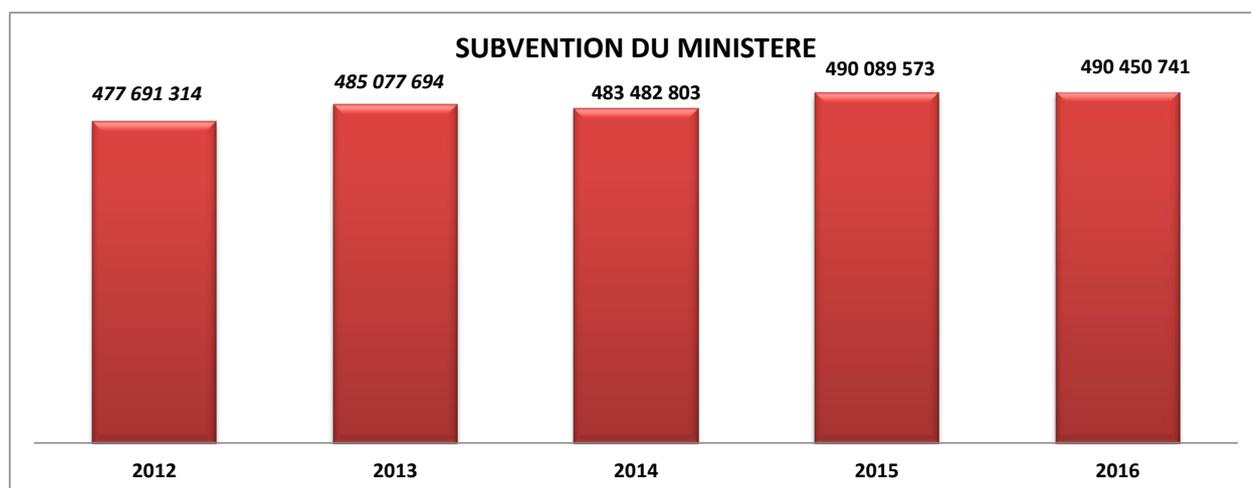


Evolution de la dotation de l'Etat

La subvention du ministère de tutelle «MESR» est de 490,450M€ en 2016 contre 490,089M€ en 2015. Elle apparaît relativement stable, soit (+0,4M€).

La part de la dotation sur les dépenses de fonctionnement diminue de façon progressive sur l'ensemble de la période. Ainsi, la dotation de l'Etat couvre près de **76%** des dépenses de fonctionnement contre **77% en 2015 et 79%** en 2014. La couverture sur les dépenses décaissables est de **83%** en 2015 et 2016, contre **85%** en 2014 et **91,5%** en 2013.

L'écart entre les crédits Masse salariale de la subvention pour charge de service public et les dépenses de personnel se creuse : 55M€ en 2016, (52,7M€ en 2015, 45,7M€ en 2014), alors même que la partie des dépenses de personnel financée n'augmente que très sensiblement en 2016.



2) Ressources propres d'AMU

Rubrique	2012	2013	2014	2015	2016	Variation en €	Variation 2015/2016	Variation 2012/2016
Droits d'inscription	14 047 643	15 093 603	16 807 776	15 772 360	16 004 532	232 172	1,47%	13,93%
Prestation Formation Continue	9 286 928	10 105 545	9 740 525	9 348 235	11 590 597	2 242 362	23,99%	24,81%
Autres recettes	16 779 011	15 111 210	17 528 075	14 402 492	18 922 234	4 519 742	31,38%	12,77%
Taxe apprentissage	3 653 227	3 364 277	3 019 659	2 368 472	2 844 175	475 703	20,08%	-22,15%
Intérêts des fonds placés	287 535	409 719	628 692	457 290	300 509	-156 781	-34,28%	4,51%
Produits exceptionnels	690 255	2 796 029	578 667	127 552		-127 552	-100,00%	-100,00%
Total des recettes Fonctionnement	44 744 599	46 880 383	48 303 394	42 476 401	49 662 047	7 185 646	16,92%	10,99%

Elles s'élèvent globalement à **49,6M€** en 2016 contre **42,5M€** en 2015 et **48,3M€** en 2014 et sont principalement constituées par :

- Les droits d'inscription (*16M€ contre 15,8M€ en 2015*)
- La formation continue *11,6M€ contre 9,4M€ en 2015*)
- La taxe d'apprentissage (*2,8M€ contre 2,4M€ en 2015*)
- Les autres produits (*18,9M€ contre 14,4M€ en 2015*)
- Les produits financiers (*0,3M€ contre 0,5M€ en 2015*)

L'absence de produits exceptionnels en 2016 est liée à la nouvelle nomenclature comptable applicable au 1^{er} Janvier. Ceux-ci ont été reclassés dans les autres recettes.

Contrairement à l'exercice précédent, l'ensemble des ressources propres augmente très sensiblement en 2016.

Les recettes liées aux inscriptions des étudiants

16M€ se décomposent de la façon suivante :

*Compte 70611 : diplômes nationaux : **8,2M€** (*7,2M€ en 2015*)*

*Compte 70612 : diplômes propres à l'établissement : **4,8M€** (*5,8M€ en 2015*)*

*Compte 70613 : contributions diverses : **3M€** (*2,8M€ en 2015*)*

Ces chiffres appellent les observations suivantes :

- ✓ Augmentation des droits nationaux de 1M€ (Dont ALLSH +0,27M€, Médecine 0,23M€, Economie et Gestion +0,17M€ et Sciences+0,19M€).
- ✓ Les droits universitaires propres à l'Etablissement diminuent d'1M€ sur la période. Ce résultat est la conséquence de plusieurs facteurs, dont la requalification en formation continue opérée par la Faculté de Médecine à concurrence de 0,29M€ et la diminution des produits de l'IAE à concurrence de 0,8M€. Sur cette dernière composante, l'absence en 2015 de produits constatés d'avance a eu pour effet de majorer artificiellement les produits de cet exercice. La diminution constatée en 2016 n'est donc pas représentative d'un ralentissement d'activité.

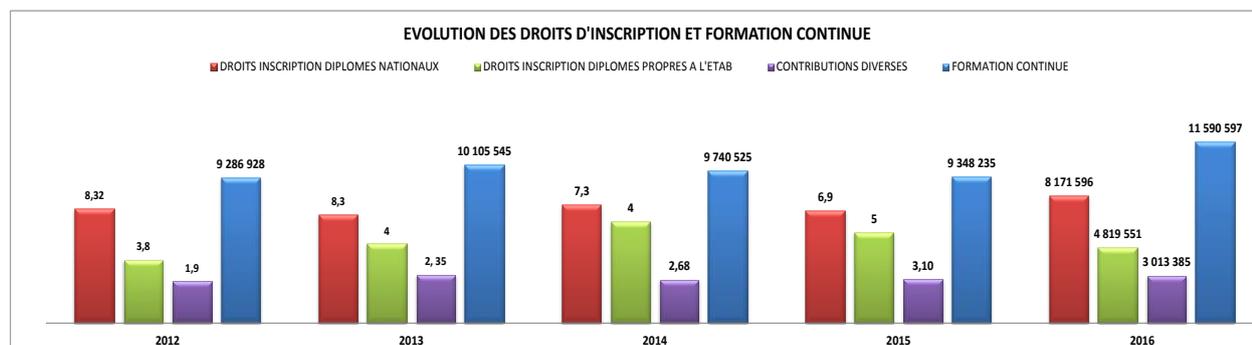
On assiste par ailleurs à une très légère baisse des droits universitaires propres à l'Etablissement pour la faculté ALLSH et la Faculté de Droit, avec respectivement -0,22M€ et -0,135M€.

Les prestations de formation continue (compte 7065).

Après une baisse enregistrée sur les exercices précédents, on observe une hausse très sensible sur 2016 de **+2,24M€**, représentant **+24%** par rapport à 2015. Sur l'ensemble de la période observée de 2012 à 2016, la formation continue enregistre une augmentation de près de **25%**.

Sur le dernier exercice, les hausses les plus significatives concernent principalement les composantes Médecine (+653K€,) Economie et Gestion (+172K€), l'IUT (1 108K€) et le SUFA (+111K€). Le montant constaté sur l'IUT doit être relativisé compte tenu d'un produit à recevoir non comptabilisé en 2015 d'un montant de 400K€. Hors produit à recevoir, la hausse réelle atteint près de 708K€.

COMPTE	INTITULE	2012	2013	2014	2015	2016	Variation en €	VARIATION 2015/2016	VARIATION 2012/2016
70611	DROITS INSCRIPTION DIPLOMES NATIONAUX	7 304 371	6 931 712	7 545 530	7 181 660	8 171 596	989 936	13,78%	11,87%
70612	DROITS INSCRIPTION DIPLOMES PROPRES A L'ETAB	4 057 972	5 057 906	6 462 236	5 784 022	4 819 551	-964 471	-16,67%	18,77%
70613	CONTRIBUTIONS DIVERSES	2 685 300	3 103 986	2 800 010	2 806 679	3 013 385	206 706	7,36%	12,22%
7065	FORMATION CONTINUE	9 286 928	10 105 545	9 740 525	9 348 235	11 590 597	2 242 362	23,99%	24,81%
TOTAL DES DI ET DU		23 334 571	25 199 149	26 548 301	25 120 596	27 595 129	2 474 533	9,85%	27,79%



La taxe d'apprentissage

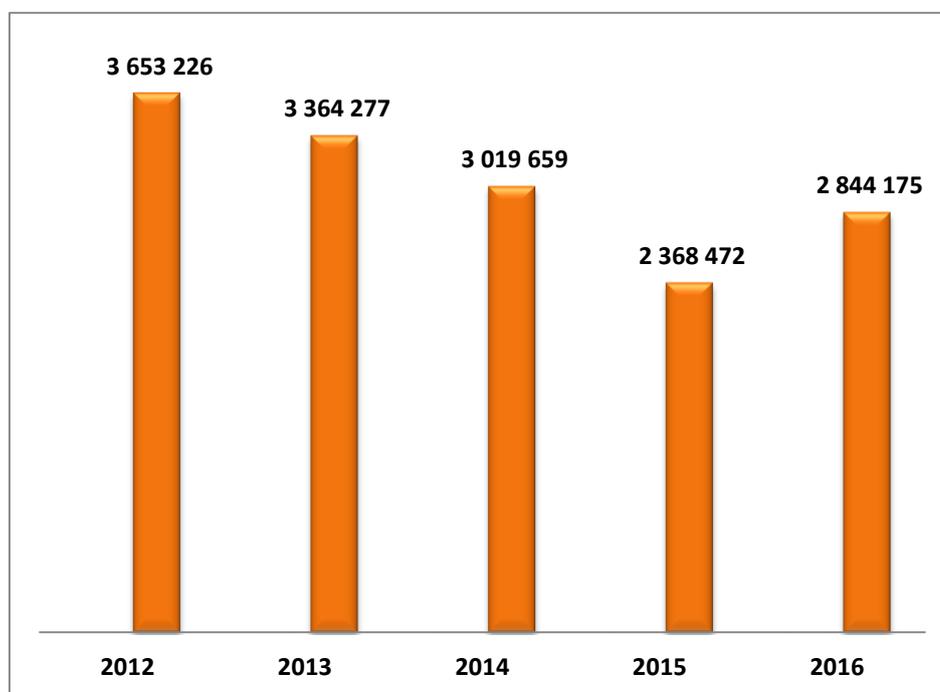
Après une baisse constante depuis l'exercice 2010, la taxe d'apprentissage enregistre une hausse de **0,475M€**.

La politique de redynamisation portée par l'Etablissement a porté ses fruits permettant ainsi d'améliorer et rétablir le niveau de cette ressource.

De nombreuses composantes enregistrent une hausse des produits de la taxe d'apprentissage et notamment, la Faculté de Droit (+71K€), la Faculté de Médecine (+73K€), la Faculté des Sciences (+54K€), l'Ecole du journalisme (+42K€), l'IUT déjà en hausse sur l'exercice précédent enregistre une nouvelle hausse de (+137K€) et enfin Polytech (+142K€).

La part de la taxe d'apprentissage dans le volume global des recettes de fonctionnement reste cependant très faible et représente **0,44%** du volume global.

Rapportée à l'ensemble des ressources propres, la taxe d'apprentissage représente **6%** du volume global (comme en 2015).



Le volume global des autres ressources propres poursuit une baisse déjà amorcée depuis 2014.

RUBRIQUE	2012	2013	2014	2015	2016	VARIATION en € 2015/2016	VARIATION 2015/2016	VARIATION 2012/2016
Prestations de recherche/Etudes	4 164 561	2 283 508	3 413 014	1 254 852	1 058 957	- 195 895	-15,61%	-74,57%
Colloques	310 868	291 083	289 801	325 573	340 900	15 327	4,71%	9,66%
Vente de publications reprographie	418 376	385 587	345 541	308 490	325 247	16 757	5,43%	-22,26%
Locations diverses/Hébergements	548 664	739 785	612 516	1 091 046	1 307 205	216 159	19,81%	138,25%
Mise à disposition de personnel	1 390 099	1 460 347	1 909 101	3 212 689	1 119 009	- 2 093 680	-65,17%	-19,50%
Autres produits d'activités annexes	417 103	623 123	2 521 114	767 038	751 238	- 15 800	-2,06%	80,11%
Autres prestations de service	6 955 940	7 452 022	6 390 711	7 076 040	7 080 430	4 390	0,06%	1,79%
Taxe d'apprentissage	3 653 226	3 364 277	3 019 659	2 368 472	2 844 175	475 703	20,08%	-22,15%
TOTAL	17 858 837,00	16 599 732,48	18 501 457,00	16 404 200,00	14 827 161,00	- 1 577 039	-9,61%	-16,98%

On constate sur l'ensemble de la période une diminution de ces produits de plus de 3M€. Par rapport à l'exercice précédent, la baisse la plus significative concerne les mises à disposition de personnels et dans une moindre mesure les prestations de recherche. Cette dernière baisse s'explique par la gestion des contrats de recherche européens et privés, déléguée à la filiale de l'Etablissement, la société Protisvalor, laquelle reverse à l'Etablissement une partie des frais de gestion sur ces contrats.

La diminution constatée sur les mises à disposition de personnels est due au rattrapage opéré en 2015 sur les deux derniers exercices.

Les autres produits de gestion courante représentent 6 939 249€ en 2016 contre 5 509 461€ en 2015 :

L'augmentation déjà sensible en 2015, est également en hausse sur 2016, soit +1,4M€ contre +3,4M€ en 2015. Elle concerne principalement les brevets, l'apurement des services faits.

Rubrique	2016	2015	2014	Variation
Brevets	865 904	748 664	591 015	117 240
Apurement SF	1 925 165	1 388 933	916 013	536 232
AMIDEX Refact SCD	469 027	1 096 823	-	-627 796
Autres refacturations AMIDEX	2 300 928	1 867 074	275 780	433 854
Autres refacturations Fondations et SADC	229 882	44 514		185 368
MAIF indemnisation divers Dont RH	300 932	247 900		53 032
Divers	69 468	115 553	263 469	-46 085
Indemnités transactions (77)	777 943			777 943
Total des recettes Fonctionnement	6 939 249	5 509 461	2 046 277	1 429 788

L'apurement des services faits correspond à l'annulation des opérations de dépenses non dénouées et non payées.

A noter le produit non négligeable correspondant au versement d'une pénalité suite aux malversations sur les travaux CERIMED et dans le cadre d'une transaction votée en 2016 par le Conseil d'Administration.

Les produits financiers représentent 300 509€ en 2016 :

Rappel sur les 5 derniers exercices :

2011 = 881 339€

2012 = 287 535€

2013 = 409 719€

2014 = 628 692€

2015 = 457 290€

Ils sont représentés pour l'essentiel par un placement réalisé au profit de la fondation Amidex et autorisé par la Direction Générale des Finances Publiques.

L'augmentation des dépenses liée à l'accroissement des activités de la Fondation Amidex ont nécessité le retrait d'une partie de ce placement à hauteur de 6M€ en décembre 2016.

Une surveillance de ces opérations est effectuée au quotidien et pourrait nécessiter une nouvelle diminution du montant placé générant ainsi une baisse des produits.

La diminution du produit est également due à la baisse des taux d'intérêt sur la période.

Les produits exceptionnels sont requalifiés en 2016 sur le compte 75 en application des nouvelles normes comptables.

Ratio ressources propres/produits encaissables

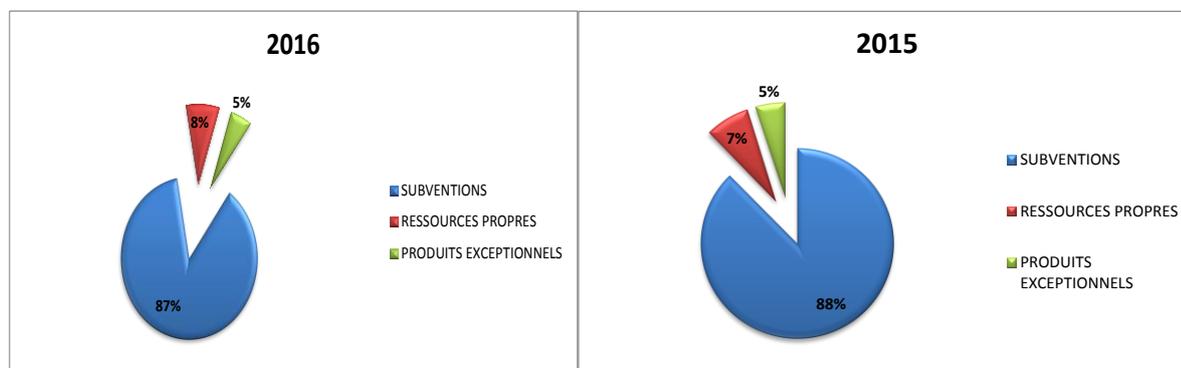
Interprétation : Degré de dépendance de l'Etablissement aux subventions de charge de service public versées par l'Etat

RATIO RESSOURCES PROPRES /PRODUITS ENCAISSABLES							
en M€	2012	2013	2014	2015	2016	seuil de vigilance	seuil d'alerte
Ressources propres	77,0	85,9	100,4	113,8	122,3	15,0%	13,0%
Produits encaissables	554,7	571,0	583,9	603,9	612,8		
RATIO	13,9%	15,0%	17,2%	18,8%	20,0%		
<i>Degré de dépendance de l'établissement aux subventions de service public versées par l'Etat</i>							

Ce ratio présente une amélioration continue depuis 2012 et demeure supérieur aux seuils d'alerte et de vigilance.

L'amélioration tient notamment à la part plus importante des financements publics autres que l'Etat.

3) Répartition des ressources



La part des ressources propres augmente en 2016 et ce contrairement au résultat constaté sur l'exercice précédent, avec pour corollaire une baisse de la part relative des subventions.

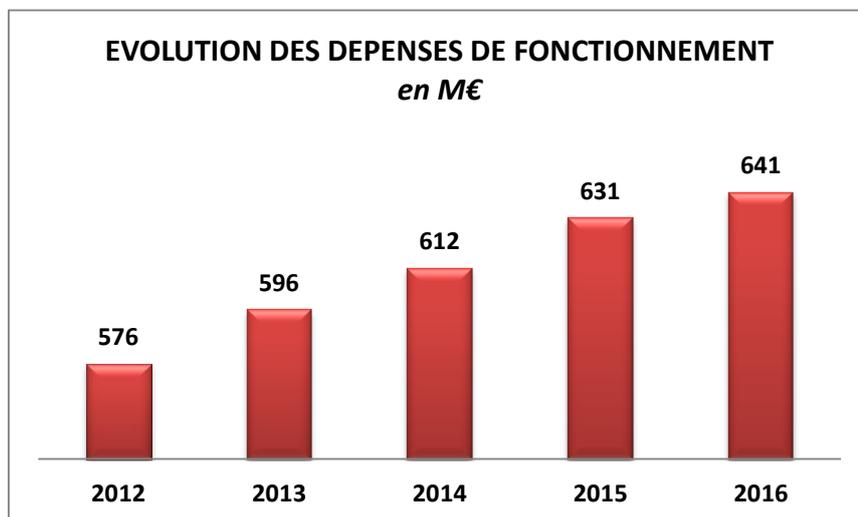
C'est un signe d'une plus grande autonomie de l'Etablissement.

B – Les dépenses de fonctionnement

Le montant total des dépenses s'élève à **641M€**.

Ce chiffre est en hausse de **+10,1M€**, par rapport à celui de 2015.

La hausse en 2015 représentait + 18,5M€ par rapport à 2014.



INTITULE	2012	2013	2014	2015	2016	VARIATION 2015/2016	VARIATION EN €	VARIATION 2012/2016
ACHATS ET VARIATIONS DE STOCK (Electricité, eau, gaz, carburant, petites fournitures)	19 568 685	21 733 649	21 359 449	23 246 878	23 047 321	-0,86%	- 199 557	17,78%
SERVICES EXTERIEURS (Assurances, acquisitions d'ouvrages, locations mob. et immob.)	17 740 087	17 762 035	20 869 324	20 430 436	20 630 564	0,98%	200 128	16,29%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (Frais de télécom, honoraires, contrats de maintenance)	28 005 512	29 402 786	29 439 680	29 723 134	30 203 428	1,62%	480 294	7,85%
IMPOTS ET TAXES	218 307	243 699	494 419	562 586	376 739	-33,03%	- 185 847	72,57%
CHARGES DE PERSONNEL (dont Taxes sur le transport et Cotisations FNAL)	462 715 964	476 385 341	482 518 659	495 390 996	499 856 820	0,90%	4 465 824	8,03%
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (Hors P.I.)	11 534 378	9 083 310	15 133 079	15 646 801	17 515 891	11,95%	1 869 090	51,86%
CHARGES FINANCIERES (Pertes de change et autres charges financières)	3 708	71 373	70 023	260 418	233 738	-10,25%	- 26 680	6203,61%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	142 308	55 667	75 514	100 534	0	-100,00%	- 100 534	-100,00%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	36 024 049	41 635 389	42 160 213	45 294 924	48 914 646	7,99%	3 619 722	35,78%
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	575 952 998	596 373 249	612 120 360	630 656 707	640 779 147	1,61%	10 122 440	11,26%

Les principales évolutions concernent :

- + 2,1M€ pour les charges d'exploitation (constituées des achats, services extérieurs, impôts, charges de gestion et charges financières) contre +2,5M€ en 2015
- + 4,4M€ pour les charges de Personnel, contre + 12,9M€ en 2015
- + 3,6M€ pour les dotations aux amortissements et provisions, contre +3,1M€ en 2015.

Les dépenses d'exploitation semblent avoir atteint un niveau de croissance stabilisé contrairement aux évolutions constatées sur les exercices précédents. Elles sont le signe d'une plus grande maîtrise dans le suivi du fonctionnement courant de l'Etablissement.

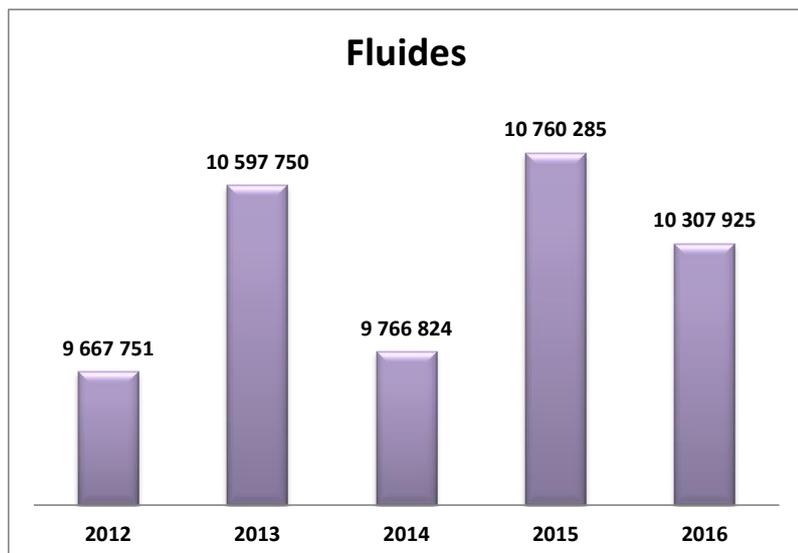
Les dépenses de personnel connaissent en revanche des fluctuations importantes d'un exercice à l'autre en raison notamment de l'activité liée à la recherche.

La progression des dépenses d'amortissement reste faible et correspond aux acquisitions et investissements financés sur fonds propres par l'Etablissement.

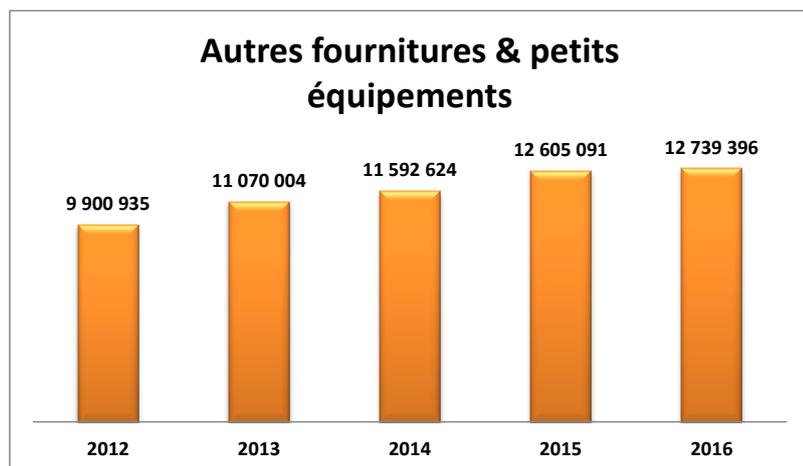
1) Les dépenses de fonctionnement (hors dépenses de personnel)

Achats divers

Ce poste concerne 2 types de dépenses : les fluides et les achats de consommables :

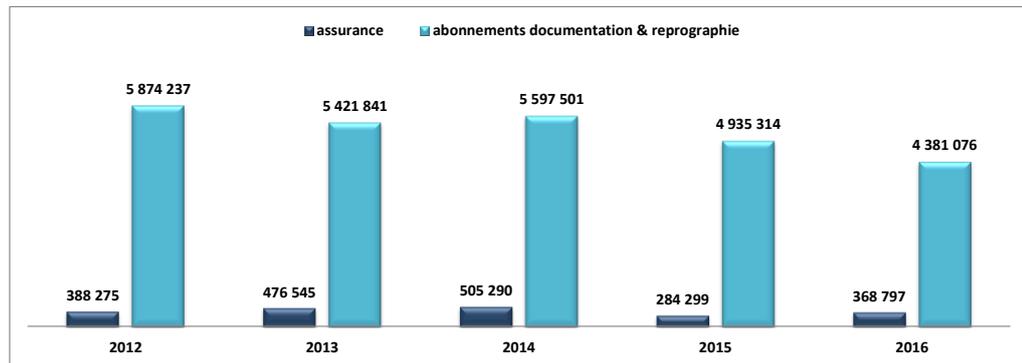


Après une hausse importante en 2015, ce poste enregistre une baisse évaluée à 452K€. La baisse des tarifs du gaz et de l'électricité expliquent ces variations malgré une hausse de la consommation du gaz. La diminution est également liée à la renégociation des marchés centralisés. On observe enfin une hausse du poste « eau » liée pour l'essentiel aux travaux du Plan Campus.



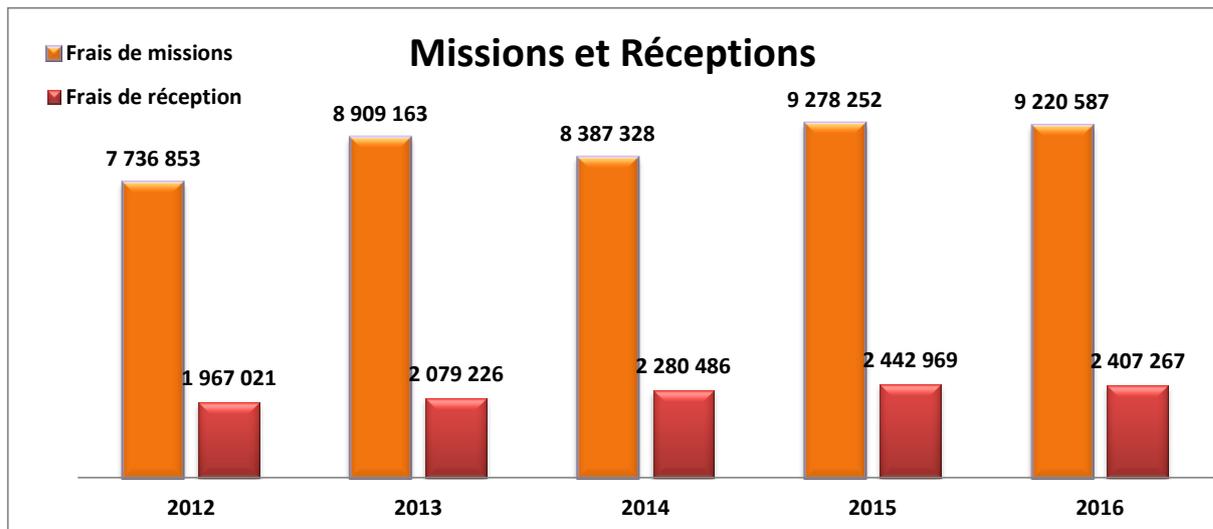
Ce poste a subi au cours des exercices précédents une hausse importante soit +1,5M€ en 2 ans. La hausse observée en 2016 représente +0,12M€ et concerne principalement les fournitures d'enseignement.

Services extérieurs



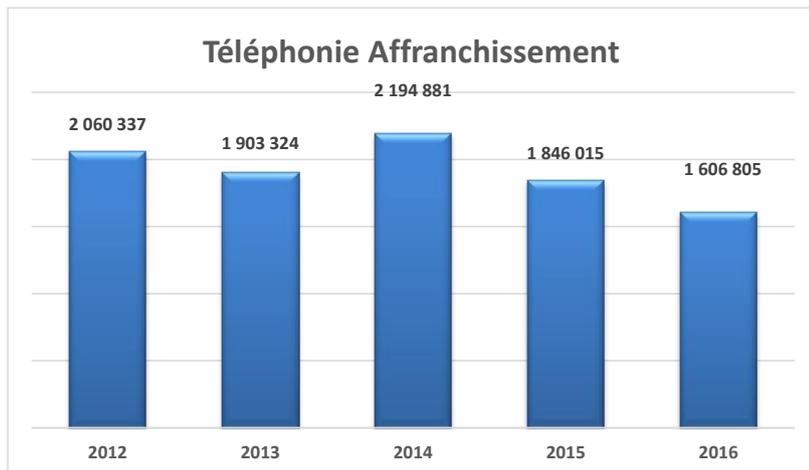
Le poste « Assurances » avait considérablement diminué en 2015 sous l'effet de la renégociation des contrats en cours. Sur 2016, on assiste à une légère hausse évaluée à + 84K€.

Le poste « Abonnements, documentation et reprographie » enregistre une baisse comme en 2015 et évaluée à - 554K€ (pour rappel en 2015 -662K€).



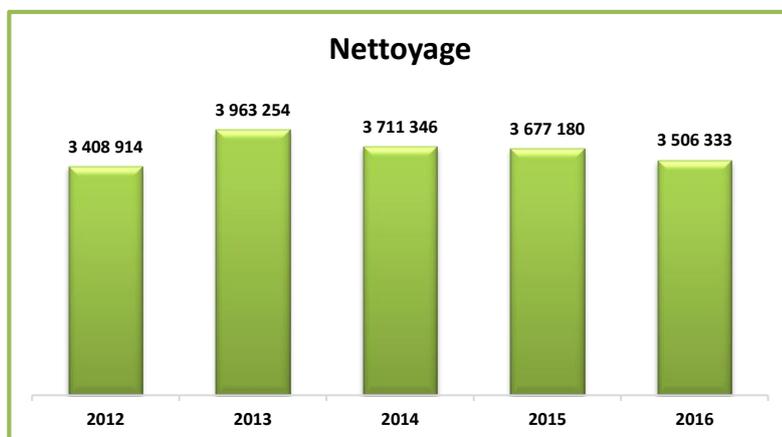
Il s'agit de postes sensibles. Globalement, les *frais de missions* en hausse sur 2015 enregistrent une légère diminution sur l'exercice 2016 (- 58K€). Les principales baisses concernent l'ensemble des composantes (-91K€), et la recherche (-400K€). Les hausses concernent les Fondations Amidex (+233K€) et IMERA (+40K€). Sur *les réceptions*, la baisse globale est évaluée à -36K€, dont -106K€ pour les composantes ; -6K€ pour les Services généraux et communs ; - 53K€ pour la Fondation Amidex. La hausse concerne la recherche avec +125K€ en 2016 et l'Iméra (+2K€).

Téléphonie Affranchissement



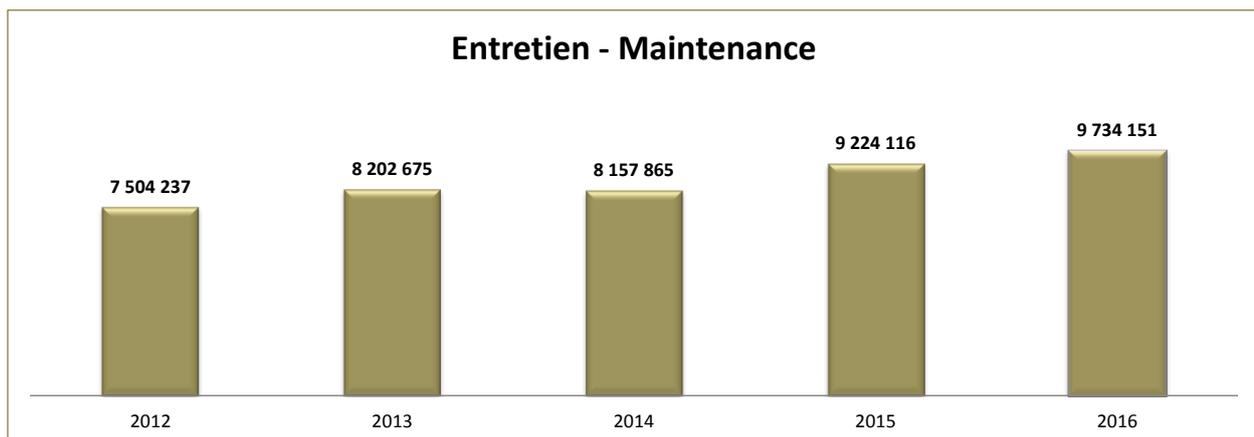
Ce poste poursuit une baisse déjà constatée en 2015, soit -239K€, due à la mise en œuvre du nouveau marché de téléphonie et surtout à la politique de l'Établissement conduisant à réduire le nombre de lignes mobiles (-30%) depuis 2014.

Nettoyage



Diminution de ce poste de -171K€ poursuivant ainsi une baisse déjà constatée depuis 2014, due notamment à la renégociation des marchés.

Entretien - Maintenance

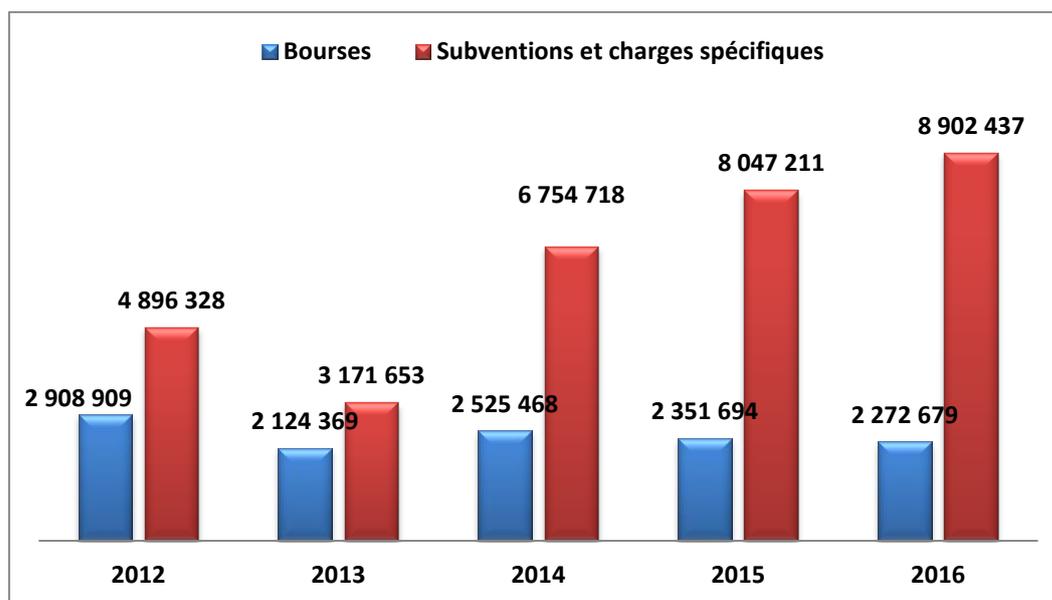


Les dépenses d'entretien concernent à la fois les bâtiments et le matériel. L'entretien des bâtiments évaluée à 3,5M€ augmente sensiblement en 2016, soit une variation de +446K€ contre 3M€ en 2015 et 2,7M€ en 2014. L'entretien du mobilier stable sur les 2 derniers exercices augmente de +116K€ en 2016 pour atteindre 1,4M€. Après une forte progression en 2015, la maintenance reste stable et représente 4,9M€.

Charges de gestion

Elles sont composées pour l'essentiel des bourses, dotations et subventions diverses. Les charges de gestion comprennent les participations versées par l'Université aux fondations et SACD (Service à Comptabilité Distincte) et dotations aux laboratoires en délégation de gestion. Le total ressort sur le budget principal à hauteur de 8,9M€, dont la majeure partie concerne des financements « inter sociétés », (1M€) dont 0,8M€ pour le Service inter universitaire de Médecine préventive ; 0,65M€ pour les délégations de gestion CNRS et INSERM ; 0,8M€ sur les plateformes de laboratoires.

La comptabilisation des bourses relatives aux droits nationaux intervient en déduction des encaissements. Restent comptabilisées à ce poste les bourses versées aux étudiants.



Principaux ratios des dépenses courantes

RATIO CHARGES DECAISSABLES / PRODUITS ENCAISSABLES

Interprétation : Plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est performant. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement.

Les résultats obtenus par l'Université se rapprochent du seuil de vigilance évalué à 98% avec toutefois une légère baisse constatée sur 2016.

RATIO CHARGES DECAISSABLES / PRODUITS ENCAISSABLES							
en M€	2012	2013	2014	2015	2016	seuil de vigilance	seuil d'alerte
Charges décaissables	539,9	554,7	570,0	585,4	591,9	98,0%	100,0%
Produits encaissables	554,7	571,0	583,9	603,9	612,8		
RATIO	97,3%	97,2%	97,6%	96,9%	96,6%		

Plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est élevé. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement

RATIO CHARGES EXTERNES / PRODUITS ENCAISSABLES

Interprétation : Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.

En augmentation sur 2013 et 2014, ce ratio enregistre une baisse sur le dernier exercice et s'éloigne des seuils de vigilance.

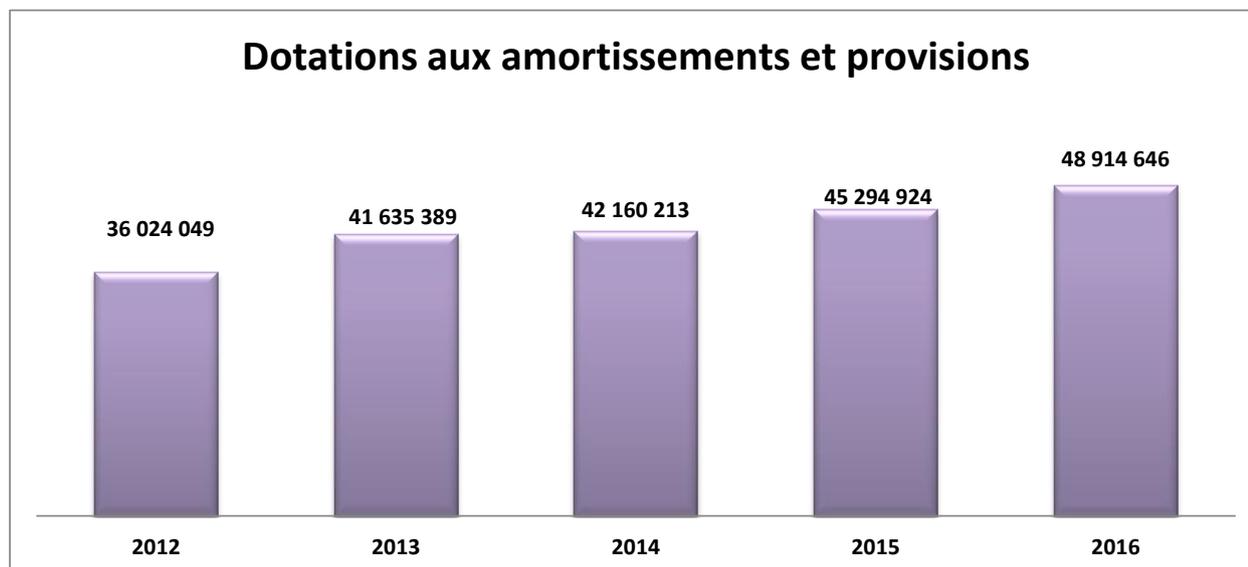
La baisse des dépenses en 2015 explique ce bon résultat.

RATIO CHARGES EXTERNES /PRODUITS ENCAISSABLES							
en M€	2012	2013	2014	2015	2016	seuil de vigilance	seuil d'alerte
Charges externes	65,3	68,9	71,7	73,4	73,9		
Produits encaissables	554,7	571,0	583,9	603,9	612,8	15,0%	16,0%
RATIO	11,8%	12,1%	12,3%	12,2%	12,1%		

Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre

L'amélioration de ce ratio est liée à la progression moins rapide des dépenses par rapport aux recettes.

Dotations aux amortissements et provisions



Les dotations sont en hausse constante depuis 2012. L'importance des investissements sur les derniers exercices génère des amortissements plus importants avec un effet en année pleine sur 2016.

Les provisions sont également en hausse sur 2016 et représentent 3M€ contre 2,8M€ en 2015. Elles concernent principalement des provisions pour litige à concurrence de 1M€ ; des provisions sur les soldes des conventions de recherche gérées en ressources affectées pour 1,7M€ et des provisions supplémentaires sur clients douteux pour 0,014M€.

Une provision supplémentaire des titres détenus sur la SATT a été constatée en 2016 suite à la deuxième phase de recapitalisation intervenue en février 2016.

Au 31 décembre 2016, la totalité des titres détenus sur la SATT fait donc l'objet d'une provision comptabilisée au coût historique de la valeur des actions.

Cette opération reste neutre sur le résultat et le fonds de roulement de l'établissement car elle s'accompagne de la dépréciation des financements correspondants en provenance de l'ANR (Agence Nationale pour la Recherche).

Amortissements : Les dotations progressent de 3,4M€ et représentent un total de 45,9M€ contre 42,5M€.

Provisions : Hausse de ce poste de +0,2M€ pour un total de 3M€.

2) Les dépenses de personnel

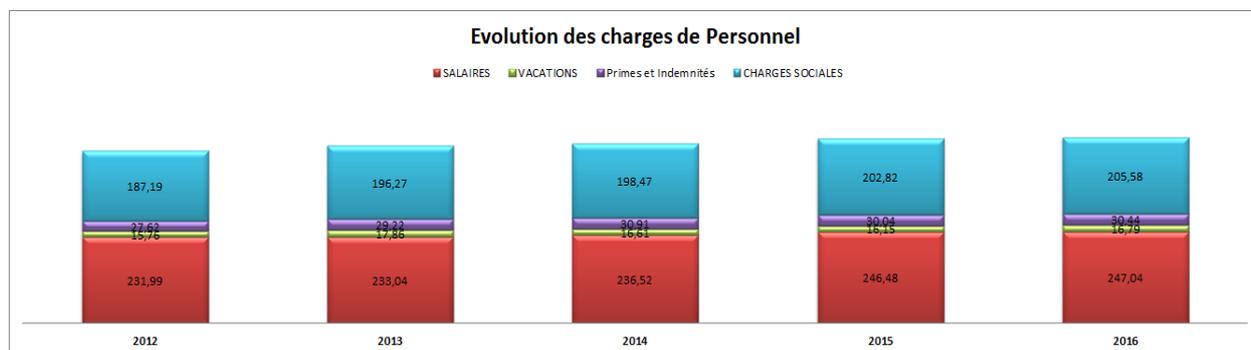
Le poste le plus important, et c'est habituel, est représenté par les charges de personnel. Il concerne plus particulièrement le compte 64 et les impôts relatifs au personnel, le fonds national d'aide au logement, le versement dans le cadre du transport et la contribution au fonds d'intervention des personnes handicapées.

Ce poste s'élève globalement à **499,86M€** et représente près de **78%** des dépenses de fonctionnement. Le volume global a augmenté de **+ 4,37M€** soit **0,88%** par rapport à l'exercice 2015. Pour rappel, les charges de personnel représentaient 78,6% du total des dépenses, soit **495,4M€** avec une hausse en 2015 de **+12,9M€**.

INTITULE	2012	2013	2014	2015	2016	Variation en €	VARIATION 2015/2016
Versement de transport & FNAL & FIPH	5,46	5,48	5,73	6,54	6,92	0,38	5,88%
SALAIRES	231,99	233,04	236,52	246,48	247,04	0,56	0,23%
VACATIONS	15,76	17,86	16,61	16,15	16,79	0,64	3,97%
PRIMES	16,38	18,66	20,21	19,03	19,90	0,87	4,57%
INDEMNITES	11,24	10,56	10,70	11,01	10,54	-0,47	-4,28%
CHARGES SOCIALES	179,50	188,65	190,77	194,61	196,93	2,32	1,19%
AUTRES CHARGES SOCIALES	2,23	2,14	1,97	1,67	1,73	0,06	3,33%
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	462,56	476,39	482,51	495,49	499,86	4,37	0,88%

L'ensemble des postes augmente (à l'exception des indemnités -0,47M€) :

- Hausse des impôts sur salaires (**+ 0,38M€**). Le montant de la contribution pour les personnes handicapées représente 630K€ en 2016. Le montant initial était de 1,9M€ et a été diminué par décision de l'Etat en 2016. Il y aura lieu de prévoir une augmentation de ce seul poste en 2017.
- Augmentation des salaires de **+ 0,23%** soit **0,6M€** contre une hausse de **10M€** en 2015. La hausse concerne principalement la revalorisation du point d'indice et les titularisations au titre des Sauvadet.
- Augmentation des primes et gratifications de **+0,87M€** représentant un total de **19,9M€**. Les primes concernent la prime de responsabilité pédagogique, la prime pour charges administratives, la PRES et la PEDR.
- Progression des charges sociales de **+2,32M€** (contre +3,84M€ en 2015). Dans les autres charges sociales sont comptabilisées les prestations du SCASC (Service Commun de l'Action Sociale) en hausse de 13K€ en 2016.
- On observe en 2016, contrairement à 2015, une hausse des charges à payer évaluée à **+1,2M€** soit un total de **15,1M€** se décomposant en **8,7M€** pour les heures complémentaires, **1,7M€** de rémunérations salariales, **2,7M€** de primes et indemnités et **2M€** pour les congés et CET des agents non titulaires.



Le personnel détaché et pris en charge par AMU a progressé en 2016, soit **+0,2M€** et représente 0,98M€. En revanche, le personnel détaché hors AMU enregistre diminution en 2016 et reste supérieur au personnel pris en charge par l'Établissement (1,1M€) 2015 et qui concerne notamment des doctorants CEA, CNRS, ou autres universités.

Personnel détaché vers AMU	296 207	412 838	268 810	753 024	974 236	29,38%	221 212
Personnel détaché hors AMU	-1 417 578	-1 460 347	-1 909 101	-3 212 689	-1 119 009	-65,17%	2 093 680

Pour rappel, les provisions comptabilisées au compte 68 et relatives au Personnel se décomposent comme suit :

PROVISIONS PERSONNEL AU 31 DECEMBRE 2016	
HEURES COMPLEMENTAIRES ENSEIGNANTS CHERCHEURS	1 952 387
CET	2 266 582
CONGES PAYES TITULAIRES	4 980 433
PROVISION CAPITAL DECES ET RISQUE ACCIDENT TRAVAIL	317 000
TOTAL	9 516 402

Par rapport à l'exercice précédent, les provisions pour charge de personnel enregistrent une légère hausse de **+0,2M€** en 2016. L'augmentation concerne notamment le compte épargne temps et les congés.

Principaux ratios des dépenses de personnel

RATIO DEPENSES DE PERSONNEL / PRODUITS ENCAISSABLES

Interprétation : Le poids relatif des dépenses de Personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.

Le résultat de ce ratio est en amélioration depuis 2012 et se situe dans le seuil de vigilance fixé.

RATIO CHARGES DE PERSONNEL /PRODUITS ENCAISSABLES								
en M€	2012	2013	2014	2015	2016	seuil de vigilance	seuil d'alerte	
Charges de Personnel	462,6	476,4	482,5	495,5	499,9			
Produits encaissables	554,7	572,0	583,9	603,9	612,8	82,0%	83,0%	
RATIO	83,4%	83,3%	82,6%	82,0%	81,6%			

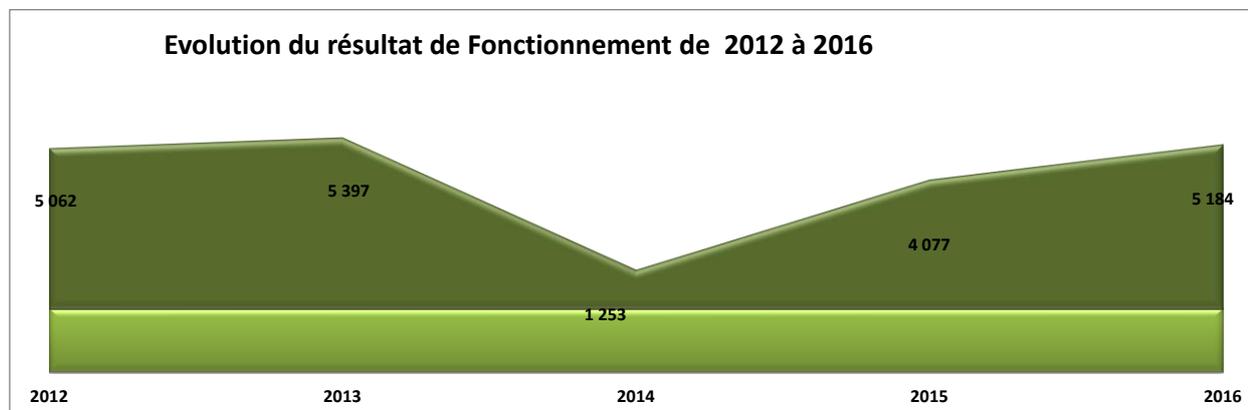
Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.

EVOLUTION DES EFFECTIFS

EVOLUTION DES EFFECTIFS *							
en M€	2012	2013	2014	2015	2016	Variation	
ETPT titulaires	5 040	4 964	4 998	4 988	5 021	33	
ETPT non titulaires	2 178	2 242	2 312	2 124	2 112	-	12
TOTAL	7 218	7 206	7 310	7 112	7 133		21

* Source Harpège

C – Le résultat comptable et son affectation



Le résultat 2016 représente 5 184 099€

Le résultat est positif sur l'ensemble de la période avec une légère baisse constatée en 2014. En 2016, la variation du résultat est de **+1,1M€** contre **+2,8M€** en 2015 et **-4,1M€** en 2014.

RESULTATS						
en M€	2012	2013	2014	2015	2016	seuil de vigilance
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	23,1	21,7	25,9	28,6	31,5	Néant
RESULTAT NET	5,1	5,4	1,3	4,0	5,0	Néant
<i>10% Des universités ont un résultat net > 4,9M€</i>						
<i>Le résultat brut d'exploitation permet de déterminer la rentabilité de l'exploitation courante. Un déficit constitue une réelle alerte.</i>						

	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2015/2016
Recettes de fonctionnement encaissables hors subventions	44 744 598	46 880 543	48 303 394	47 629 817	49 719 352	2 089 535
Subventions (hors Dotation Ministère)	32 284 132	40 066 974	52 074 568	66 184 142	72 687 882	6 503 740
Dépenses (hors Personnel et Amortissements et Provisions)	- 76 916 778	- 77 939 682	- 87 547 315	- 90 537 099	- 92 007 681	- 1 470 582
Amortissements et Provisions	- 36 024 049	- 41 635 389	- 42 160 213	- 45 294 924	- 48 914 646	- 3 619 722
Neutralisation Amortissements	26 295 281	29 745 544	29 512 130	30 685 004	33 105 271	2 420 267
Résultat 1	9 616 816	2 882 010	182 564	8 666 940	14 590 178	5 923 238
Dotation Ministère Crédits MS	425 480 490	436 237 870	436 707 811	442 153 326	444 873 999	2 720 673
Autes crédits	52 210 824	48 839 824	46 774 992	48 081 435	45 576 742	- 2 504 693
Dépenses de Personnel	- 463 012 171	- 476 798 178	- 482 412 831	- 494 824 684	- 499 856 820	- 5 032 136
Résultat 2	14 679 143	8 279 516	1 069 972	4 589 923	9 406 079	- 4 816 156
	5 062 327	5 397 506	5 397 506	1 252 536	5 184 099	3 931 563

Les dépenses et recettes (hors impact dépenses de Personnel et hors dotation du Ministère sur les crédits Masse salariale) génèrent sur les 2 derniers exercices, un résultat largement excédentaire alors même que ce résultat était négatif de 2011 à 2013 et tout juste positif en 2014. L'augmentation des dépenses courantes et des amortissements, soit +5M€, est très largement inférieure à la progression des recettes soit +11M€.

La différence avec le résultat global est obtenue par l'effet de la subvention Etat diminuée des dépenses de Personnel.

La progression de la dotation de fonctionnement du Ministère affectée aux dépenses de masse salariale augmente légèrement en 2016 de 2,7M€ et ne couvre pas l'augmentation de la masse salariale.

Le résultat global est cependant excédentaire sous l'effet de la forte progression des subventions hors dotation et de la bonne tenue des dépenses de fonctionnement qui progressent très faiblement en 2016.

Le résultat progresse de + 1 107 082€

VARIATION DU RESULTAT		
RESULTAT 2015		4 077 017
Variation des dépenses courantes	-	1 470 582
Variation des dépenses d'amortissement et provisions	-	3 619 722
Variation des dépenses de Personnel	-	5 032 136
Variation des ressources propres		2 089 535
Variation des subventions hors Dotation		6 503 740
Variation de la neutralisation		2 420 267
Variation de la dotation du Ministère		215 980
TOTAL		5 184 099

Détail des résultats par budget

REPARTITION DU RESULTAT 2016		
UNIVERSITE BUDGET PRINCIPAL		5 057 748
CNFM (Centre National de Formation en Micro électronique)		3 624
IECJ (Institut Interuniversitaire d'Etudes et Culture Juives)		10 212
PLAN CAMPUS	-	29 477
SIUMPPS (Service Interuniversitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la		8 280
Fondation AMIDEX		219 464
Fondation IMERA		24 716
Fondation AMU	-	110 468
TOTAL		5 184 099

Le résultat déficitaire de la Fondation AMU, issue de la fusion des 2 anciennes fondations Santé Sport et développement durable et Savoirs Métiers et Territoires, s'explique par des subventions constatées en 2009, 2010 et 2011 et pour lesquelles les dépenses ont été réalisées de 2014 à 2016. Le résultat obtenu reste néanmoins supérieur à celui de 2015, qui représentait – 243 485€.

Le léger déficit constaté sur le Plan Campus provient d'un écart entre les amortissements et reprises de subventions sur des bâtiments pour lesquels des travaux ont été financés antérieurement au Plan Campus sur ressources propres.

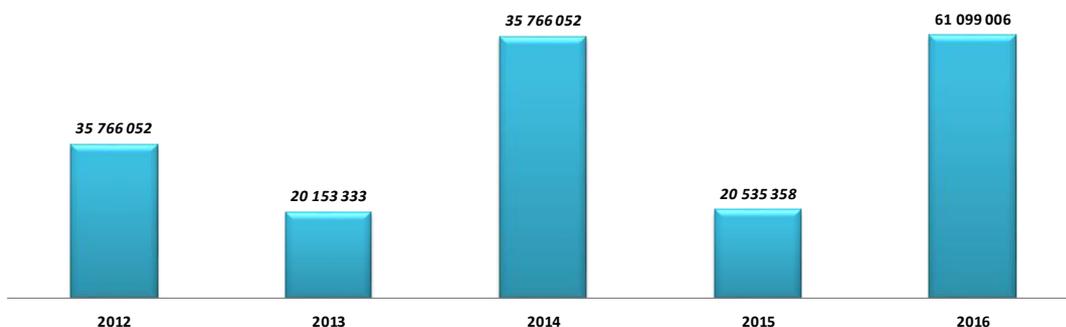
II - L'INVESTISSEMENT

L'exercice 2016 est marqué par une forte reprise des opérations d'investissement, soit :

72,93 M€ pour les dépenses en 2016, contre **35,51 M€** en 2015 et **76,3 M€** en 2014
61,10 M€ pour les recettes en 2016, contre **20,54 M€** en 2015 et **60,75 M€** en 2014

A- Les recettes d'investissement

EVOLUTION DES RECETTES EFFECTIVES D'INVESTISSEMENT



INTITULE	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2015/2016	Variation 2012/2016
Subvention Equipement Etat et ANR	690 516	1 276 731	31 715 564	12 056 740	55 646 895	362%	7959%
Subvention Equipement Région	8 732 499	4 183 098	7 798 610	1 163 127	2 748 813	136%	-69%
Subvention Equipement Département	3 277 861	679 055	4 421 506	-1 615 944	124 435	-108%	-96%
Subvention Equipement Communes	4 835 933	5 024 335	4 517 423	2 450 813	1 049 530	-57%	-78%
Subvention Equipement Autres Collectivités	13 261 964	7 235 909	3 485 139	2 605 372	1 125 940	-57%	-92%
Subvention Equipement Union Européenne	3 135 329	1 476 538	1 403 060	4 012 949	297 821	-93%	-91%
Subvention Equipement Autres Organismes	1 151 868	166 912	109 370	-741 539		-100%	-100%
Autres subventions d'investissement	372 401	110 755	482 601	605 173	105 572	-83%	-72%
Appports Fondations	307 681		247 760	-2 663		-100%	-100%
Caution			6 569 215	1 330		-100%	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	35 766 052	20 153 333	60 750 248	20 535 358	61 099 006	198%	71%

Représentant **61 099 006€** en 2016, les subventions ont été employées au financement des actifs immobiliers de l'établissement.

Parmi les financeurs principaux, on relève :

- L'Etat et notamment l'ANR qui représente **55,6M€**. L'importance de ce poste est liée aux subventions de l'ANR destinées au financement de la recherche au travers de la Fondation AMIDEX et également aux intérêts de la dotation Campus. L'apport de l'ANR représente respectivement 4,7M€ au titre de la Fondation Amidex, 51M€ sur le Plan campus.

L'établissement a enregistré au cours de cet exercice 3,5M€ au titre du CPER (participation des collectivités publiques ;

- Les subventions des collectivités publiques représentent **5M€** en hausse par rapport à 2015 de **+0,44M€**.

Ces financements concernent pour l'essentiel le CPER.

- Les subventions de l'Union européenne et des organismes internationaux sont en diminution de près de 3M€, en raison principalement de la part des projets financés par l'UE et gérés par la filiale Protisvalor.

B- Les dépenses d'investissement

EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT (en M€)

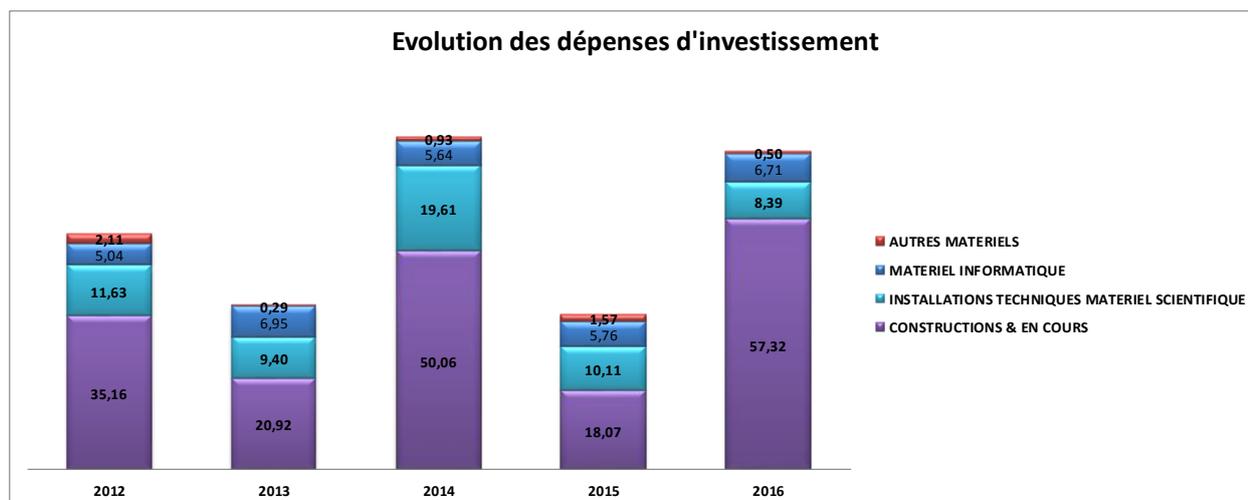
INTITULE	2012	2013	2014	2015	2016	variation 2015/2016 en €
PPP			66 879	237 251	241 722	4 471
CONSTRUCTIONS & EN COURS	35 158 758	19 140 998	50 054 095	17 832 925	57 081 155	39 248 230
INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIEL SCIENTIFIQUE	11 627 240	9 391 113	19 605 569	10 105 097	8 389 817	-1 715 280
MATERIEL INFORMATIQUE	5 048 655	6 953 966	5 639 831	5 757 792	6 709 395	951 603
AUTRES MATERIELS	2 111 264	2 064 350	934 790	1 573 609	503 131	-1 070 478
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	53 945 917	37 550 427	76 301 164	35 506 674	72 925 220	37 418 546

Elles sont en forte hausse sur 2016 et représentent **72,93 M€** contre **(35,5 M€)** en 2015.

L'essentiel, à concurrence de 78%, concerne les travaux immobiliers pour un montant total de 57M€ contre 17,8M€ en 2015, le matériel scientifique 8,4M€ et enfin l'informatique (logiciel réseaux matériel) pour un total de 6,7M€, en progression de 0,95M€

Les principales mises en service de bâtiments en 2016, concernent :

- Bâtiment ALLSH Tranche 2 du PPP **36M€**
- Aménagements extérieurs ALLSH **4,8M€**
- Aménagements abords voie PPP Luminy : **4,5M€**
- Restaurant nord Schuman PPP Aix **6,2M€**



C- La capacité d'autofinancement

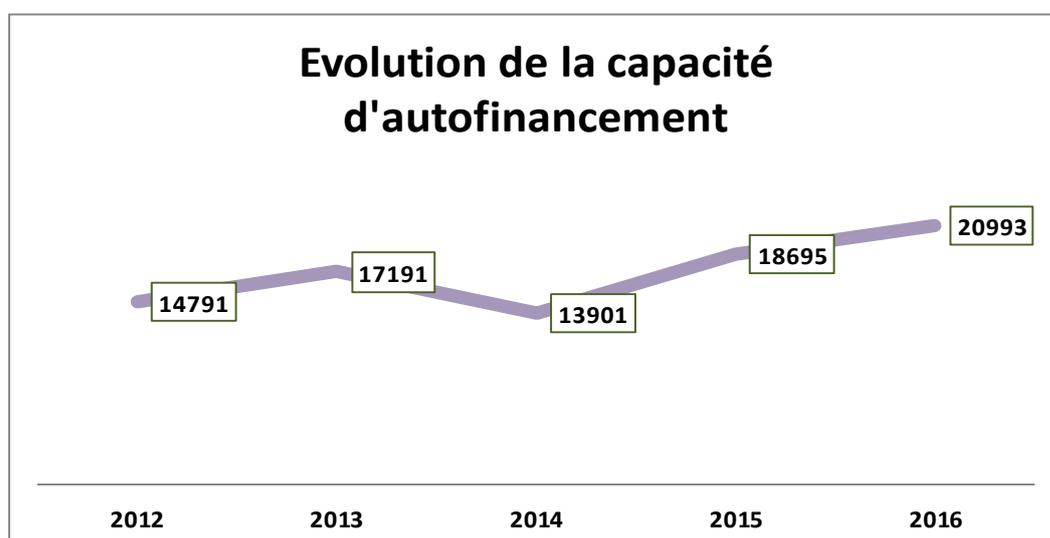
Le résultat de la CAF (Capacité d'Autofinancement) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'Etablissement afin de couvrir ses besoins financiers.

Elle mesure ainsi sa *capacité à financer, sur ses ressources propres, les investissements*.

Elle représente l'excédent de ressources internes dégagées par l'activité de l'Etablissement et peut donc s'analyser comme sa ressource durable.

La capacité d'autofinancement est positive sur l'ensemble de la période observée. En forte progression sur le dernier exercice, elle représente **+ 20,9M€** en 2016 contre **+ 18,7M€** en 2015, soit une variation positive de près de **2,3M€**.

Sur l'ensemble de la période observée, 2012/2016, la capacité d'autofinancement enregistre une hausse de **6,2M€**.



RATIO CAF/ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS							seuil de vigilance	seuil d'alerte
en M€	2012	2013	2014	2015	2016			
Capacité d'autofinancement (CAF)	14,8	17,2	13,9	18,7	21,0			
Acquisitions immobilières	53,9	37,6	76,3	35,5	72,9			
RATIO	27,4%	45,8%	18,2%	52,7%	28,8%	30,0%	20,0%	

Plus le ratio est élevé, plus l'établissement dispose d'autonomie pour élaborer sa stratégie d'investissement

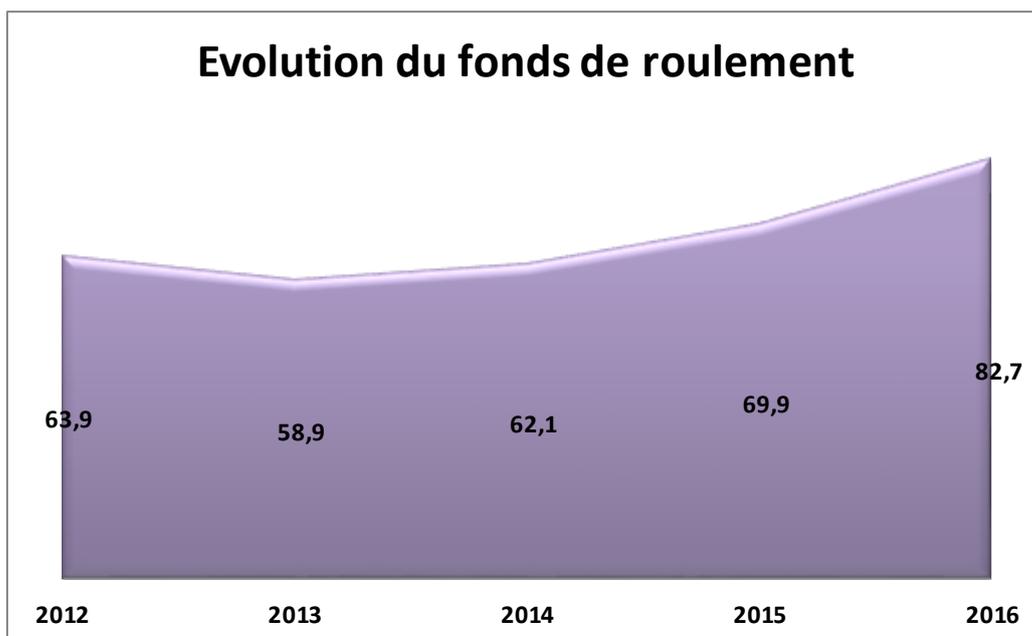
Ce ratio se situe dans les normes autorisées.

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT							seuil de vigilance	seuil d'alerte
en M€	2012	2013	2014	2015	2016			
Capacité d'autofinancement (CAF)	14,8	17,2	13,9	18,7	21,0	Nul		
Variation N/N-1 en M€	2,4	2,4	-	3,3	4,8			
10% des universités ont une CAF > à 10M€								

Une érosion de la CAF aura pour effet de limiter la capacité d'investir et ou une diminution du FDR

III-ANALYSE DES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

1) Le fonds de roulement



La variation du fonds de roulement d'AMU est positive à la fin de l'exercice 2016, soit **+12 830 752€**.

VARIATION DU FDR 2016	
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	20 993 475
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	- 72 925 220
RECETTES D'INVESTISSEMENT	61 099 006
AVANCES SUR TRAVAUX	1 663 649
INCIDENCE REPORT A NOUVEAU	2 219 223
INCIDENCE CAPITAUX PROPRES	- 2 388 077
PROVISIONS	2 631 204
FODNS DEDIES	- 1 414
CAUTIONNEMENTS	- 61 330
COMPTE 27 PRETS	- 2 292
PROVISIONS SATT	- 397 471
TOTAL	12 830 752

Le fonds de roulement brut atteint le montant cumulé de **82 735 399€**.

Le fonds de roulement net peut être évalué à **49,25M€**.

Celui-ci prend en compte les opérations engagées par l'université et qui viennent à ce titre grever le fonds de roulement brut.

Sur cette base, le fonds de roulement net représente **30 jours** de dépenses de fonctionnement décaissables (hors dépenses d'amortissement et provisions).

Le fonds de roulement couvre **35 jours** de dépenses de personnel soit **1,2 mois**.

Le ratio prudentiel est de 15 jours pour les dépenses de personnel.

Le ratio sur les dépenses totales décaissables reste en deçà des seuils d'alerte.

Il tient compte des éléments suivants :

- Remboursement du Partenariat Public Privé (PPP) 6M€,
- Le prélèvement du fonds de roulement prévu au budget primitif 2016 d'un montant de 6M€ dont les travaux immobiliers financés sur autofinancement et notamment les travaux GER (Grand travaux de maintenance des bâtiments) et le réseau RAIMU à hauteur de 1M€,
- Les provisions sur le passif social 12,85M€,
- Les fonds de roulement des structures autonomes 8,7M€ (Fondations Amidex, AMU et Iméra, Médecine préventive, Institut d'étude et culture juives, centre national de formation en micro-électronique et Plan Campus).

Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du ratio → Ensemble des dépenses de fonctionnement diminué des dépenses non « décaissables » (variation des stocks, charges exceptionnelles, dotations aux amortissements) sur la base de 360 jours.

RATIO FONDS DE ROULEMENT EN JOURS				
en M€	FDR NET 2016	FDR NET 2015	FDR NET 2014	seuil de vigilance
Fonds de roulement net global	49,3	45,8	33,8	Néant
Charges décaissables hors personnel	92,0	90,5	87,6	< 30 jours
Fonds de roulement en jours	192,90	181,95	138,90	
Charges de personnel	499,9	495,5	482,4	
Fonds de roulement en jours	35,51	33,25	25,22	< 30 jours
FDR en jours /Charges décaissables totales	29,99	28,11	21,35	< 30 jours
<i>Le FDR finance le besoin en FDR et intervient dans le financement de la politique d'investissement.</i>				
<i>Son montant ne doit pas être inférieur à 30 jours de charges de fonctionnement décaissable.</i>				
<i>Une érosion régulière ou une diminution brutale doit constituer une alerte.</i>				

2) Le besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement est calculé par différence entre les créances et les dettes de l'établissement.

	2012	2013	2014	2015	2016
INTITULE DU COMPTE	bilan de sortie				
Stocks	173 258	107 364	585 513	704 287	697 055
Fournisseurs	-26 903 723	-21 765 481	-22 789 438	-11 024 602	-45 456 173
Clients	14 877 413	13 079 168	10 013 325	8 342 817	6 358 493
Personnel	-5 791 692	-9 752 844	-13 432 817	-11 047 684	-12 143 181
Organismes sociaux	-2 068 837	-2 459 740	-2 693 646	-2 820 146	-2 942 532
Etat et Collectivités publiques	13 075 134	-41 584 974	-52 292 864	-70 148 739	-140 571 891
Débiteurs et créditeurs divers	-2 314 770	-2 247 700	14 171 830	5 393 349	117 376 827
Comptes transitoires ou d'attente	-9 338 234	-2 610 815	-3 222 160	-2 436 844	-1 290 895
Comptes de régularisation	-21 713 822	-22 805 491	-20 921 922	-15 224 451	-14 270 067
Dépréciation des comptes de tiers	-728 555	-1 286 799	-993 679	-1 097 321	-946 204
TOTAL	-40 733 828	-91 327 312	-91 575 858	-99 359 335	-93 188 567

Le total des créances de l'Etablissement au 31/12/2016 représente **-6,4M€** (contre **-8,3M€** en 2015), et **-23,2M€** pour les créances publiques. Ce dernier chiffre négatif s'explique par les versements anticipés de l'ANR sur le Plan campus et sur la Fondation Amidex.

Le total des dettes de l'Etablissement à cette même date s'élève à **76,4M€** (contre **42,9M€** en 2014). Il s'agit pour l'essentiel des :

- Fournisseurs (factures à payer) en 2015 pour **45,4M€** (ce chiffre tient compte des tranches livrées dans le cadre du PPP AIX et non encore payées pour un montant de **37,42M€**).
- Charges à payer sur le personnel et organismes sociaux **15M€** (contre **13,9M€** en 2015).
- Charges et Produits constatés d'avance **14,3M€** (contre **15,2M€** en 2015).
- Recettes encaissées sur compte d'attente (**0,8M€**). L'établissement a considérablement amélioré ce dernier chiffre pour lequel une réserve a été émise sur les comptes 2012.

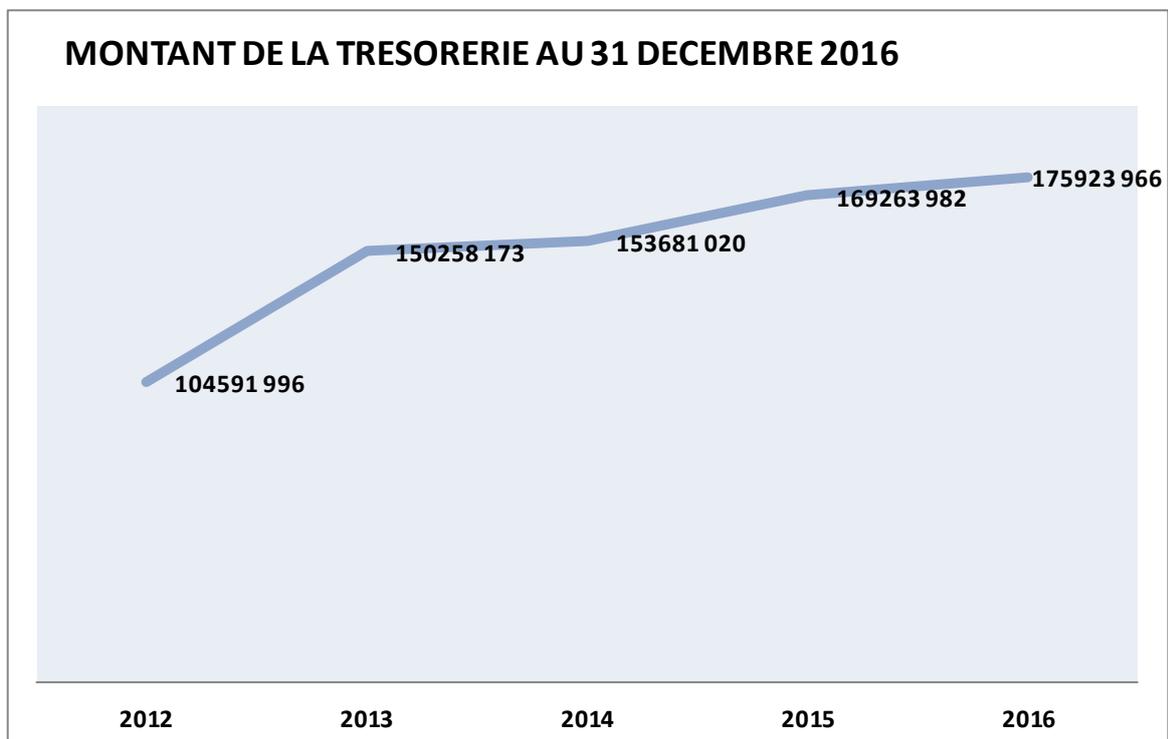
Il en ressort un besoin en Fonds de roulement négatif au 31/12/2016 de **93,2M€**.

Un besoin en fonds de roulement négatif est caractérisé par le fait que le cycle d'exploitation de l'université induit des ressources précédant les emplois, par le jeu des décalages financiers. C'est le cas notamment des versements de la dotation campus, de la dotation Amidex ou encore des avances sur les contrats de recherche.

3) La trésorerie

Au 31 décembre 2016, les disponibilités (solde des chapitres 50 et 51) s'élèvent à **175 923 966€** constituées par :

- L'avoir en banque (Le TRESOR PUBLIC) d'un montant de **175 398 941€** (*dont 24M€ sur un compte rémunéré*).
- Valeurs mobilières : **662 649€**
- Caisse : **4 956€**
- Divers paiements en cours d'encaissement (cartes bancaires, chèques) soit **-142 580€**.



IV- ANALYSE EN MODE GBCP

(GESTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE PUBLIQUE)

Les éléments commentés ci-dessus expriment la situation financière de l'Etablissement au regard du compte de résultat, lequel doit être présenté à l'équilibre, et du niveau de fonds de roulement. Ces éléments font référence à la situation patrimoniale de l'établissement.

Le décret du 7 novembre 2012 sur la Gestion Budgétaire et Comptable Publique introduit de nouvelles notions, telles que les engagements de l'Etablissement conduits sur les exercices à venir et les notions de trésorerie.

La soutenabilité budgétaire s'apprécie donc au regard des niveaux et pas seulement des variations. L'analyse tend ainsi à démontrer la pérennité à long terme de l'Etablissement et la faisabilité de ses projets.

1) LE CADRE BUDGETAIRE : LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Tableau 2 Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *

Dépenses Autorisation d'engagement			
	Montants		
	AE		
	Budget rectificatif 2016	Compte financier 2016	Taux d'Exécution
Personnel	511 291 712	497 146 000	97,2%
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	139 122 038		
Fonctionnement et intervention	121 411 420	100 314 757	82,6%
Investissement	219 692 034	197 431 600	89,9%
<small>le cas échéant, sur autorisation du contrôleur budgétaire, une ou plusieurs enveloppes* destinées à des contrats de recherche : personnel fonctionnement investissement</small>		1	
TOTAL DES DÉPENSES	852 395 166	794 892 357	93,3%

1

L'Etablissement a concrétisé des engagements pour un total de **795M€**, dont **497M€** concernent la masse salariale.

La consommation des AE (autorisations d'engagement) sur le fonctionnement et l'investissement correspondent à des marchés signés engageant ainsi juridiquement l'établissement.

Les crédits de paiement correspondent aux montant versés sur la trésorerie de l'Etablissement en 2016 et représentent **624M€**.

L'écart entre les AE (795M€) et les CP (624M€) constitue les restes à payer sur les exercices ultérieurs.

Les restes à payer constituent un élément déterminant dans l'appréciation de la soutenabilité des engagements futurs de l'Etablissement.

Ainsi sur le fonctionnement les crédits de paiement restant à payer sur les exercices ultérieurs s'élèvent à **6,3M€**.

Sur l'investissement, les crédits de paiement s'élèvent à **164,6M€**. Ce montant correspond pour l'essentiel aux engagements contractés dans le cadre du PPP « Aix Facultés » pour lequel une partie devrait être honorée au moyen d'un emprunt contracté avec la Banque européenne d'investissement courant 2017.

Tableau 2
Autorisations budgétaires

			Recettes			
Montants			Montants			
CP			RE			
Budget rectificatif 2016	Compte financier 2016	Taux d'Exécution	Budget rectificatif 2016	Compte financier 2016	Taux d'Exécution	
511 291 712	497 146 000	97,2%	596 941 385	572 609 741	96%	Recettes globalisées
139 122 038			489 169 503	490 450 741	100%	Subvention pour charges de service public
			5 534 781	900 000	16%	Autres financements de l'Etat Fiscalité affectée
96 807 991	94 020 000	97,1%	46 790 537	34 598 000	74%	Autres financements publics
			55 446 564	46 661 000	84%	Recettes propres
			52 921 731	57 099 000	108%	Recettes fléchées**
			200 000			Financements de l'Etat fléchés
38 736 638	32 878 000	84,9%	52 721 731	57 099 000	108%	Autres financements publics fléchés Recettes propres fléchées
646 836 341	624 044 000	96,5%	649 863 116	629 708 741	96,9%	TOTAL DES RECETTES
3 026 775	5 664 741			-		Solde budgétaire (déficit)

3

2

Les dépenses payées sur le personnel s'élèvent à **497M€**, alors que les dépenses comptabilisées sont de **499,9M€**
L'écart de **2,9M€** correspond au décalage dans le paiement des charges de personnel.

3

Le solde budgétaire s'élève à **5 664 741€**.
Il est calculé par différence entre le niveau de paiements de l'exercice avec les encaissements réalisés.
Ce résultat reste très proche de la variation de trésorerie (**6 659 985€**), ce qui signifie que les opérations non budgétaires ont peu d'impact, ce que confirmera le tableau d'équilibre financier.

2) LE TABLEAU D'EQUILIBRE FINANCIER

Tableau 4
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)			Financements (couverture des besoins)		
	Budget rectificatif 2016	Compte financier 2016	Budget rectificatif 2016	Compte financier 2016	1
Solde budgétaire (déficit) *		-	3 026 775	5 664 741	Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>			20 027 039		<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget autres SACD</i>					<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>	- 19 337 111				<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire Plan Campus</i>			2 336 847	-	<i>dont solde budgétaire Plan Campus</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>					<i>dont solde budgétaire SIE</i>
Remboursements d'emprunts	- 280 000	- 242 722			Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	- 5 688 000	- 5 812 613	5 688 000	5 684 938	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
TVA		- 6 163 000		10 174 640	
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	- 3 240 000	- 7 833 000	15 565 000	5 187 000	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	- 9 208 000	- 20 051 335	24 279 775	26 711 319	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie	(l)		15 071 775	6 659 984	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>	(a)			1 951 000	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	(d)			4 708 984	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	- 9 208 000	- 20 051 335	9 208 000	20 051 335	TOTAL DES FINANCEMENTS

1

Le solde des opérations non budgétaires ayant eu un impact sur la trésorerie de l'Etablissement représente **995 244€**. Il s'agit pour l'essentiel

- Des variations (N/N-1) sur les encaissements des recettes sur compte d'attente non dénouées au 31/12/2016; des variations sur les encaissements relatifs aux inscriptions ; de la part de sécurité sociale des étudiants non encore reversée.
- Des aides à la mobilité étudiante.
- Des variations (N/N-1) sur les décaissements, les prélèvements non encore mandatés,
- Sur les opérations de TVA. En 2016, l'Etablissement a encaissé la somme de **10M€** correspondant aux dépenses réalisées dans le domaine de la recherche valorisable.

2

La variation de trésorerie est de **6 659 984€**.

2) LES OPERATIONS SUR RESSOURCES FLECHEES

A- LES OPERATIONS SUR CONTRATS DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées : Tableau Agrégé

	Antérieures à N non dénouées	BR2 2016	REALISE 2016
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)		62 603 166	57 099 000
Financements de l'État fléchés		3 309 500	
Autres financements publics fléchés		59 293 666	57 099 000
Recettes propres fléchées			
Dépenses sur recettes fléchées (c)		71 020 508	55 148 000
Personnel			
<i>AE=CP</i>		23 624 684	19 682 000
Fonctionnement et intervention			
<i>AE</i>		20 154 745	19 593 000
<i>CP</i>		20 154 745	19 593 000
Investissement			
<i>AE</i>		182 908 712	
<i>CP</i>		27 241 079	15 873 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		-8 417 342	1 951 000

1

1

A l'analyse du tableau on constate que le solde budgétaire des contrats suivis en ressources fléchées vient abonder la trésorerie de **1,9M€**.

Ainsi, la conclusion des contrats par l'Etablissement n'a pas produit de prélèvement sur sa trésorerie.

B- LE PLAN CAMPUS

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées : Tableau Plan Campus

	Antérieures à N non dénouées	BR2 2016	REALISE 2016
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)		22 151 900	20 218 000
Financements de l'État fléchés			
Autres financements publics fléchés		22 151 900	20 218 000
Recettes propres fléchées			
Dépenses sur recettes fléchées (c)		18 320 230	16 409 000
Personnel			
AE=CP		676 400	602 000
Fonctionnement et intervention			
AE		5 756 906	
CP		5 756 906	9 246 000
Investissement			
AE		164 845 000	
CP		11 886 924	6 561 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		3 831 670	3 809 000

1

1

Le solde budgétaire des contrats suivis dans le cadre du Plan Campus vient abonder la trésorerie de **3,8M€**.

Ainsi, les dépenses payées sont inférieures aux sommes versées par l'ANR.

Cette situation résulte tout naturellement du contrat PPP « Aix Facultés », pour lequel les bâtiments mis en service n'ont pas encore fait l'objet de paiements effectifs. Ceux-ci sont pré établis dans le cadre du contrat.

C- LA FONDATION AMIDEX

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées : Tableau AMIDEX

	Antérieures à N non dénouées	BR2 2016	REALISE 2016
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)		25 598 000	23 895 000
Financements de l'État fléchés			
Autres financements publics fléchés		25 598 000	23 895 000
Recettes propres fléchées			
Dépenses sur recettes fléchées (c)		39 971 116	34 149 000
Personnel			
AE=CP		21 991 825	18 860 000
Fonctionnement et intervention			
AE		12 333 009	
CP		12 333 009	9 400 000
Investissement			
AE		6 642 685	
CP		5 646 282	5 889 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		-14 373 116	-10 254 000

1

1

Le solde budgétaire des opérations AMIDEX sur l'exercice 2016 est négatif et vient donc puiser dans les versements antérieurs de l'ANR. Il est la conséquence de la montée en puissance des projets initiés par la Fondation.

A la date du 31/12/2016, le solde réel cumulé s'établit à **24,7M€**.

BILAN AGREGÉ 2016

ACTIF	Notes	31.12.2016			31.12.2015
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4.1 / 4.2				
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement		5 666	5 666	-	776
Concessions et droits similaires		3 197 830	2 649 304	548 525	540 242
Autres immobilisations incorporelles		70 748	24 111	46 637	17 949
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4.1 / 4.2				
Terrains, agencements et aménagements de terrain		280 731 026	1 632 211	279 098 815	268 628 290
Constructions et constructions sur sol d'autrui		568 807 055	107 835 389	460 971 666	430 547 672
Installations techniques, matériels et outillages		132 745 083	95 424 021	37 321 061	40 103 997
Collections		442 058	21 964	420 093	419 309
Autres immobilisations corporelles		68 095 388	40 306 255	27 789 133	28 140 860
Immobilisations corporelles en cours		6 872 775	-	6 872 775	17 142 880
Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisation		788 592	-	788 592	2 452 241
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4.1 / 4.2				
Participations	4.16	2 265 756	1 935 771	329 985	539 173
Créances rattachées à des participations		30 000	-	30 000	30 000
Autres titres immobilisés		58 540	-	58 540	58 540
Prêts		-	-	-	1 000
Dépôts		500 000 000	-	500 000 000	-
Autres immobilisations financières		21 598	-	21 598	22 890
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4.1/4.2/4.16	1 564 132 114	249 834 693	1 314 297 421	788 645 819
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières et autres approvisionnements		697 055	-	697 055	704 287
AVANCES ET ACOMPTES	4.7				
Avances et acomptes versés sur commandes		11 340	-	11 340	23 182
CREANCES	4.7				
Créances clients et comptes rattachés		7 196 689	946 204	6 250 485	7 569 302
Tva		1 317 137	-	1 317 137	8 057 316
Autres créances		147 526 207	-	147 526 207	47 430 637
TRESORERIE	4.4				
Valeurs mobilières de placement		662 649	-	662 649	663 549
Disponibilités		175 261 318	-	175 261 318	668 600 434
Comptes placements rémunérés		-	-	-	-
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4.4/4.7	332 672 394	946 204	331 726 191	733 048 707
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance		429 680	-	429 680	293 626
Produits constatés d'avance comptes débiteurs		-	-	-	-
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION		429 680	-	429 680	293 626
TOTAL GENERAL		1 897 234 188	250 780 896	1 646 453 292	1 521 988 152

BILAN 2016 AGREGÉ

PASSIF	<i>Notes</i>	31.12.2016	31.12.2015
CAPITAUX PROPRES			
<i>CAPITAL ET RESERVES</i>			
Dotation			
Financement externe de l'actif - ETAT	4.3	657 814 526	623 710 559
Complément de dotation (Etat)			
Fonds propres & autres fonds propres - dotations fondations		1 418 066	1 559 360
Réserves		118 372 320	115 076 913
Dépréciation de l'actif			
Report à nouveau		862 048	- 1 357 175
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		5 184 099	4 077 019
Subventions d'investissement			
Financement externe de l'actif - hors ETAT	4.3	94 561 494	98 990 262
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4.3/4.5	878 212 553	842 056 938
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques		12 765 283	10 134 079
Provisions pour charges			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4.6	12 765 283	10 134 079
FONDS DEDIES			
Fonds dédiés sur legs et donations affectées		37 859	39 273
TOTAL FONDS DEDIES		37 859	39 273
DETTES			
Emprunts et dettes financières divers		506 017 125	506 320 177
Avances et acomptes sur subventions		171 209 196	119 127 700
Avances et acomptes reçus sur commandes		838 196	323 806
Fournisseurs et comptes rattachés		7 469 908	7 553 209
Dettes fiscales et sociales		15 283 061	14 248 038
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		37 997 605	3 494 575
Autres dettes		1 922 758	3 172 280
TOTAL DETTES	4.9	740 737 850	654 239 785
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		14 699 747	15 518 077
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION	4.8	14 699 747	15 518 077
TOTAL GENERAL		1 646 453 292	1 521 988 152

DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

METHODE ADDITIVE

INTITULE	EXERCICE 2016
	MONTANT
RESULTAT NET	5 184 099
+ Dotations aux amortissements et provisions (68)	48 914 646
- Reprises sur amortissements et provisions (78)	- 347 224
- Neutralisation des amortissements	- 32 758 047
- Plus-value de cession d'actif	-
+ Moins-value de cession d'actif	-
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	20 993 474

DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
METHODE SOUSTRACTIVE

INTITULE	EXERCICE 2016
	MONTANT
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	31 503 346
+ Transfert de charges	-
+ Autres produits d'exploitation	6 939 248
- Autres charges d'exploitation	- 17 515 892
+ Produits financiers (a)	300 509
+/- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	
- Charges financières (b)	- 233 737
+ Produits exceptionnels (c)	-
- Charges exceptionnelles (d)	-
- Impôts sur les bénéfices (e)	
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	20 993 474

(a) Sauf reprise aux provisions

(b) Sauf dotations aux amortissements et aux provisions financiers

(c) Sauf :
 - Produits des cessions d'immobilisation
 - Quote-part des subventions virée au résultat de l'exercice
 - Reprises sur provisions exceptionnelles

(d) Sauf :
 - Valeur comptable nette des immobilisations cédées
 - Dotations aux amortissements et provisions exceptionnelles

(e) Le cas échéant

COMPTE DE RESULTAT AGREGÉ 2016

CHARGES	Notes	2016
CHARGES D'EXPLOITATION		640 336 221
Variation de stocks de marchandises		
CONSUMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS		73 881 313
Variation de stocks d'approvisionnement		7 544
Achats non stockés de matières et de fournitures		23 039 777
Services extérieurs loyers crédit bail		-
Services extérieurs loyers et charges locatives		2 437 744
Entretien		9 734 151
Assurance		368 797
Etudes et recherches, et documentations		8 089 873
Personnel intérimaire		3 829
Personnel détaché ou prêté		970 407
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		2 027 638
Publicités et transports		2 813 644
Déplacements, missions et réceptions		12 065 262
Frais postaux et télécommunications		1 462 814
Services bancaires et divers		10 859 833
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		7 301 192
Sur rémunérations		6 924 453
Autres impôts, taxes et versements assimilés		376 739
CHARGES DE PERSONNEL		492 932 367
Salaires et traitements		294 272 141
Charges sociales		198 660 226
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS		48 705 458
Sur immobilisations: Dotations aux amortissements		45 878 122
Sur actif circulant: Dotations aux provisions		13 945
Pour risques et charges: Dotations aux provisions	4.6	2 813 391
AUTRES CHARGES		17 515 891
Autres charges de gestion courante		17 515 891
CHARGES FINANCIERES	4.12	442 926
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.2	209 188
Intérêts et charges assimilées		226 196
Différence négative de change		7 541
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placements		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		-
Sur opération de gestion		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Autres		
Eng à réal/legs&don		
IMPOTS SUR LES BENEFICES		-
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE		5 184 099
TOTAL GENERAL		645 963 246

COMPTE DE RESULTAT AGREGÉ 2016

PRODUITS	Notes	2016	2015
PRODUITS D'EXPLOITATION	4.10	645 662 738	631 918 554
Production vendue : Prestations de services, études et activités		39 578 114	39 167 042
Subventions d'exploitation		566 040 104	558 787 375
Reprise sur amortissements et sur provisions	4.3 / 4.6	33 105 271	28 454 676
Autres produits		6 939 249	5 509 461
PRODUITS FINANCIERS	4.11	300 509	457 290
Autres intérêts et produits assimilés		211 691	319 440
Reprise sur provisions et transferts de charges financières			
Différence positive de change		6 324	14 197
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		9 616	9 420
Autres produits financiers		72 877	114 232
PRODUITS EXCEPTIONNELS		-	2 357 880
Sur opération de gestion			127 552
Sur opération en capital: Subventions d'investissements virées au résultat			2 230 328
Sur autres opérations en capital			
Neutralisation des amortissements			
Reprise sur provisions et transferts de charges exceptionnelles			
SOLDE DEBITEUR = PERTE			
TOTAL GENERAL		645 963 246	634 733 724

Le fonds de roulement

Le fonds de roulement peut se calculer de plusieurs manières :

- par le haut du bilan (*capitaux propres - actif immobilisé*)
- par le bas du bilan (*actif circulant - dettes*)

* calcul du fonds de roulement par le haut du bilan (*consolidé*) :

capitaux propres (<i>réserves cumulées, subv. d'investiss. cumulées</i>)	873 028 454 €
cautionnement & dettes	506 017 125 €
provisions pour risques et charges	12 765 283 €
résultat de l'exercice	5 184 099 €
fonds dédiés	37 859 €
	1 397 032 820 €
- actif immobilisé (<i>dép. d'investiss. cumulées nettes des amortiss.</i>)	-1 314 297 420 €
TOTAL DU FONDS DE ROULEMENT	82 735 400 €

** calcul du fonds de roulement par le bas du bilan (*consolidé*) :

actif circulant (<i>créances, disponibilités</i>)	331 726 191 €
- dettes (<i>fournisseurs, organismes sociaux</i>)	-234 720 725 €
- produits constatés	-14 699 747 €
+ charges constatées d'avances	429 680 €
TOTAL DU FONDS DE ROULEMENT	82 735 400 €

Tableau 1

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget rectificatif n°2 2016

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			Emplois sous plafond Etat			
			BR1 2016	VARIATION BP BR2 2016	BR2 2016	Exécuté 2016
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	2886	-45	2841	2844
		CDI	10	0	10	10
	Non permanents	CDD	1077	-75	1002	1012
S'total EC			3973	-120	3853	3866

Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS	0	0	0	0
---	----------	----------	----------	----------

			BR1 2016	VARIATION BP BR2 2016	BR2 2016	Exécuté 2016
BIATOSS	Permanents	Titulaires	2175	-6	2169	2175
		CDI	37	-2	35	35
	Non permanents	CDD	221	-33	188	174
S'total Biatoss			2433	-41	2392	2383
Totaux			6406	-161	6245	6249

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat	6753	2	6755
--	-------------	----------	-------------

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux décisions budgétaires modificatives. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

(1)

Emplois financés hors SCSP			
BR1 2016	VARIATION BP BR1 2016	BR2 2016	Exécuté 2016
En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT
12	0	12	11
266	10	276	260
278	10	288	271

(2)

Global			
BR1 2016	VARIATION BP-BR1 2016	BR2 2016	Exécuté 2016
En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT
191	-27	164	165
1044	-47	997	893
1235	-74	1161	1058
1513	-64	1449	1328

(3)

(5)

Plafond Etat notifié + RP

Global		
BR1 2016	VARIATION BP-BR1 2016	BR2 2016
2886	-45	2841
22	0	22
1343	-65	1278
4251	-110	4141

2175	-6	2169
228	-29	199
1265	-80	1185
3688	-115	3553
7919	-225	7694

Plafond global des emplois voté par le CA

8266	-62	8204
------	-----	------

Tableau 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *

Dépenses Autorisation d'engagement				Recettes			
Montants				Montants			
AE				CP			
	Budget rectificatif 2016	Compte financier 2016	Taux d'Exécution	Budget rectificatif 2016	Compte financier 2016	Taux d'Exécution	
Personnel	511 291 712	497 146 000	97,2%	511 291 712	497 146 000	97,2%	596 941 385
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	139 122 038			139 122 038			489 169 503
Fonctionnement et intervention	121 411 420	100 314 757	82,6%	96 807 991	94 020 000	97,1%	5 534 781
							46 790 537
							55 446 564
Investissement	219 692 034	197 431 600	89,9%	38 736 638	32 878 000	84,9%	52 921 731
							200 000
							52 721 731
<small>le cas échéant, sur autorisation du contrôleur budgétaire, une ou plusieurs enveloppes* destinées à des contrats de recherche, personnel, fonctionnement</small>							
TOTAL DES DÉPENSES	852 395 166	794 892 357	93,3%	646 836 341	624 044 000	96,5%	649 863 116
							629 708 741
							96,9%
							TOTAL DES RECETTES
							Solde budgétaire (excédent)
				3 026 775	5 664 741		Solde budgétaire (déficit)

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

40 503 999

34598

Tableau 4
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)				
	Budget rectificatif 2016	Compte financier 2016	Taux d'exécution		Budget rectificatif 2016	Compte financier 2016	Taux d'exécution	
Solde budgétaire (déficit) *		-			3 026 775	5 664 741		Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>					20 027 039			<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget autres SACD</i>								<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>	- 19 337 111							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire Plan Campus</i>					2 336 847	-		<i>dont solde budgétaire Plan Campus</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>								<i>dont solde budgétaire SIE</i>
Remboursements d'emprunts	- 280 000	- 242 722						Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	- 5 688 000	- 5 812 613			5 688 000	5 684 938		Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
TVA		- 6 163 000				10 174 640		
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	- 3 240 000	- 7 833 000			15 565 000	5 187 000		Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	- 9 208 000	- 20 051 335	-	et	24 279 775	26 711 319	-	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie	(l)			ou	15 071 775	6 659 984		Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>	(a)			ou		1 951 000		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	(d)	-		ou		4 708 984		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	- 9 208 000	- 20 051 335	-	et	9 208 000	20 051 335	-	TOTAL DES FINANCEMENTS

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Tableau 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**Compte de résultat prévisionnel (agrégé)**

CHARGES	Budget rectificatif 2016	Compte Financier 2016	Taux d'Exécution	PRODUITS	Budget rectificatif 2016	Compte Financier 2016	Taux d'Exécution
Personnel	511 291 712	499 856 820	98%	Subventions de l'Etat	496 526 744	490 450 741	99%
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	138 972 469		0%	Fiscalité affectée	-		
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	159 730 920	140 922 327	88%	Autres subventions	82 042 444	72 687 882	89%
				Autres produits	90 758 534	82 824 623	91%
TOTAL DES CHARGES (1)	671 022 632	640 779 147	95%	TOTAL DES PRODUITS (2)	669 327 722	645 963 246	97%
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)		5 184 099		Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	1 694 910		0%
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	671 022 632	645 963 246	96%	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	671 022 632	645 963 246	96%

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Budget rectificatif 2016	Compte Financier 2016	Taux d'Exécution
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 1 694 910	5 184 099	-306%
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	46 425 347	48 914 646	105%
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	32 640 096	33 105 271	101%
= CAF ou IAF*	12 090 341	20 993 474	174%

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

664 547 999

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Budget rectificatif 2016	Compte Financier 2016	Taux d'Exécution	RESSOURCES	Budget rectificatif 2016	Compte Financier 2016	Taux d'Exécution
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	12 090 341	20 993 474	174%
Investissements	51 793 082	72 683 498	140%	Financement de l'actif par l'Etat	2 505 623		
Remboursement des dettes financières	280 000	241 722	86%	Autres ressources	37 597 421	61 099 006	152%
incidence report à nouveau et capitaux propres				Augmentation des dettes financières		3 663 491	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	52 073 082	72 925 220	140%	TOTAL DES RESSOURCES (6)	52 193 385	85 755 971	164%
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	120 303	12 830 751	10665%	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)			

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Exécuté 2015	Budget rectificatif 2016	Compte Financier 2016
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	7 806 775	120 303	12 830 751
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-7 776 187	-14 951 472	6 170 768
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT	15 582 962	15 071 775	6 659 984
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	69 904 648	70 024 951	82 735 399
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-99 359 335	-114 310 807	-93 188 567
Niveau de la TRESORERIE	169 263 983	184 335 758	175 923 967

Tableau 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(K€ TTC)	Janvier Exécution	Février Exécution	Mars Exécution	Avril Exécution	Mai Exécution	Juin Exécution	Juillet exécution	Aout exécution	Septembre Exécution	Octobre Exécution	Novembre exécution	Décembre exécution	Total Exécution	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	169 264	127 960	92 696	40 977	124 391	78 953	37 515	161 903	125 695	87 210	117 204	82 578	1 246 346	81 302 974
<i>dont placements</i>													-	-
ENCAISSEMENTS														
A1. Recettes budgétaires globalisées	1 411	11 506	128 349	128 602	2 806	4 335	172 168	1 351	6 318	76 848	6 623	30 705	571 022	
Subvention pour charges de service public			121 622	121 622			170 271			72 973	1 442	2 521	490 451	
Autres financements de l'Etat												900	900	
Fiscalité affectée													-	
Autres financements publics	396	9 570	2 992	5 363	836	2 279	486	155	3 664	2 785	1 039	3 445	33 010	
Recettes propres	1 015	1 936	3 735	1 617	1 970	2 056	1 411	1 196	2 654	1 090	4 142	23 839	46 661	
B2. Enveloppes Fondations IMERA AMUet SACP	1	1	4	275	58	19	807	-	186	5	17	215	1 588	
Recettes Fondation IMERA				273			1		149	4		73	500	
Recettes Fondation AMU											7	67	74	
Recettes CNFM												36	36	
Recettes IECJ		1	4	2	58						6	1	72	
Recettes MPPS	1			-		19	806		37	1	4	38	906	
A3. Recettes budgétaires fléchées	5 401	2 064	1 777	5 260	1 263	10 988	5 714	3 031	1 766	5 521	11 472	2 842	57 099	
Financements de l'Etat fléchés													-	
AMIDEX	319	1 015	43	2	6	9 404	2	2 072	32	39	10 772	189	23 895	
PLAN CAMPUS	5 082			5 027			5 027			5 082			20 218	
CPER		602	946	231	194	756		436	537		700	2 653	7 055	
Contrats de recherche			788	-	1 063	828	685	523	1 197	400			5 484	
Erasmus		447											447	
A4. Opérations non budgétaires	280	658	253	235	877	118	4 465	2 138	6 456	1 592	469	3 506	21 047	
Nouveaux emprunts													-	
Opérations pour compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA	116	519	19	64	740	12	262	525	1 737	1 439	175	77	5 685	
TVA	42	57	75				4 000	1 500	4 501				10 175	
Autres encaissements sur comptes de tiers	122	82	159	171	137	106	203	113	218	153	294	3 429	5 187	
A. TOTAL	7 093	14 229	253	134 372	5 004	15 460	183 154	6 520	14 726	83 966	18 581	37 268	520 626	
DECAISSEMENTS														
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	44 402	45 726	44 916	47 050	45 780	49 464	51 390	40 282	44 851	48 852	48 645	56 211	567 569	
Personnel	38 617	40 244	38 925	39 115	38 880	39 947	43 556	39 075	37 641	40 346	40 412	40 330	477 088	
Fonctionnement	4 140	4 451	6 141	6 739	4 956	7 371	6 875	1 026	6 175	6 775	6 611	12 243	73 503	
Intervention													-	
Investissement	1 645	1 031	-	150	1 196	1 944	2 146	959	181	1 035	1 731	1 622	16 978	
B2. Enveloppes Fondations IMERA AMUet SACP	103	129	178	135	97	137	65	37	105	121	92	129	1 328	
Personnel Fondation IMERA	34	27	28	29	27	27	17	11	14	34	27	26	301	
Fonctionnement Fondation IMERA	19	38	70	51	62	60	36	4	27	42	48	64	521	
Investissement Fondation IMERA									3			6	9	
Personnel Fondation AMU	25	4	9	4	4	4	4	4	4	4	5	4	75	
Fonctionnement Fondation AMU	24	2	6	32	1	1	2		1	35	3	7	114	
Investissement Fondation AMU													-	
Fonctionnement CNFM		5			1					2		4	12	
Investissement CNFM				13							2	3	18	
Fonctionnement IECJ		1		1			1					1	4	
Fonctionnement MPPS	1	52	65	5	2	45	5	18	56	4	7	14	274	
B3. Dépenses sur recettes fléchées	2 645	3 055	6 212	2 877	3 458	6 296	5 988	1 808	7 502	4 110	3 375	7 821	55 147	
Personnel AMIDEX	1 710	1 707	1 642	1 680	1 633	1 570	1 539	1 515	1 385	1 384	1 583	1 512	18 860	
Personnel Fondation AMU													-	
Personnel Fondation IMERA													-	
Personnel Plan campus	40	55	49	48	48	48	48	48	48	48	74	48	602	
Personnel Contrats de recherche			-	78			51	38	38		-	-	205	
Personnel erasmus			1	1		5	4	3					15	
Fonctionnement AMIDEX	382	596	802	872	875	972	796	166	994	804	780	1 361	9 400	
Fonctionnement Plan Campus		28	368	10	47	345	2 097		3 081	42	58	3 170	9 246	
Fonctionnement Contrats de recherche	26	26	59	-	23	70	47		22	107	23	35	438	
Fonctionnement Erasmus			83	-	124	87	133	11		71			509	
Investissement AMIDEX	480	565	364	162	411	370	518	27	1 071	673	366	882	5 889	
Investissement Plan campus		56	1 734	26	167	2 696	158		432	717	303	272	6 561	
Investissement Contrats de recherche	7	22	-	-	25	20	14		178		8	12	286	
Investissement CPER			1 110	-	105	62	596	-	291	264	180	529	3 137	
B4. Opérations non budgétaires	1 247	583	666	896	1 107	1 001	1 323	601	753	889	1 095	9 889	20 050	
Remboursements d'emprunts				60		61			60			61	242	
Opérations pour compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA	93	13	91	114	150	116	621		64	79	240	4 231	5 812	
TVA	334	376	376	448	445	634	634	591	572	523	599	631	6 163	
Autres décaissements sur comptes de tiers	820	194	199	274	512	190	68	10	57	287	256	4 966	7 833	
B. TOTAL	48 397	49 493	51 972	50 958	50 442	56 898	58 766	42 728	53 211	53 972	53 207	74 050	644 094	
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	- 41 304	- 35 264	- 51 719	83 414	- 45 438	- 41 438	124 388	- 36 208	- 38 485	29 994	- 34 626	- 36 782	- 123 468	- 245 228
SOLDE CUMULE (1) + (2)	127 960	92 696	40 977	124 391	78 953	37 515	161 903	125 695	87 210	117 204	82 578	45 796	1 122 878	81 302 974
	251 247	208 013	165 221	247 908	202 688	161 620	296 085	261 538	230 249	265 264	236 724	175 924	trésorerie fléchée	1 952
												130 128	trésorerie non fléchée	4 710
													SOLDE BUDGETAIRE	5 665
													SOLDE NON BUDGETAIRE	997

- 490 451

Tableau 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées : Tableau Agrégé

	Antérieures à N non dénouées	BR2 2016	REALISE 2016
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)		62 603 166	57 099 000
Financements de l'État fléchés		3 309 500	
Autres financements publics fléchés		59 293 666	57 099 000
Recettes propres fléchées			
Dépenses sur recettes fléchées (c)		71 020 508	55 148 000
Personnel			
AE=CP		23 624 684	19 682 000
Fonctionnement et intervention			
AE		20 154 745	19 593 000
CP		20 154 745	19 593 000
Investissement			
AE		182 908 712	
CP		27 241 079	15 873 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		-8 417 342	1 951 000

X repris au tableau "Équilibre financier"

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées : Tableau Contrats de recherche

	Antérieures à N non dénouées	BR2 2016	REALISE 2016
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)		4 243 802	5 484 000
Financements de l'État fléchés			
Autres financements publics fléchés		4 243 802	5 484 000
Recettes propres fléchées			
Dépenses sur recettes fléchées (c)		3 348 921	929 000
Personnel			
AE=CP		939 579	205 000
Fonctionnement et intervention			
AE		1 238 083	
CP		1 238 083	438 000
Investissement			
AE		1 377 952	
CP		1 171 259	286 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		894 881	4 555 000

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées : Tableau AMIDEX

	Antérieures à N non dénouées	BR2 2016	REALISE 2016
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)		25 598 000	23 895 000
Financements de l'État fléchés			
Autres financements publics fléchés		25 598 000	23 895 000
Recettes propres fléchées			
Dépenses sur recettes fléchées (c)		39 971 116	34 149 000
Personnel			
AE=CP		21 991 825	18 860 000
Fonctionnement et intervention			
AE		12 333 009	
CP		12 333 009	9 400 000
Investissement			
AE		6 642 685	
CP		5 646 282	5 889 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		-14 373 116	-10 254 000

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées : Tableau Plan Campus

	Antérieures à N non dénouées	BR2 2016	REALISE 2016
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)		22 151 900	20 218 000
Financements de l'État fléchés			
Autres financements publics fléchés		22 151 900	20 218 000
Recettes propres fléchées			
Dépenses sur recettes fléchées (c)		18 320 230	16 409 000
Personnel			
AE=CP		676 400	602 000
Fonctionnement et intervention			
AE		5 756 906	
CP		5 756 906	9 246 000
Investissement			
AE		164 845 000	
CP		11 886 924	6 561 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		3 831 670	3 809 000

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées : Tableau Patrimoine (CPER)

	Antérieures à N non dénouées	BR2 2016	REALISE 2016
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)		10 437 464	7 055 000
Financements de l'État fléchés		3 309 500	7 055 000
Autres financements publics fléchés		7 127 964	
Recettes propres fléchées			
Dépenses sur recettes fléchées (c)		8 536 614	3 137 000
Personnel			
AE=CP			
Fonctionnement et intervention			
AE			
CP			
Investissement			
AE		10 043 075	
CP		8 536 614	3 137 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		1 900 850	3 918 000

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées : Autres contrats (ERASMUS,...)

	Antérieures à N non dénouées	2016	N+1
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)		172 000	447 000
Financements de l'État fléchés			
Autres financements publics fléchés		172 000	447 000
Recettes propres fléchées			
Dépenses sur recettes fléchées (c)		843 627	524 000
Personnel			
AE=CP		16 880	15 000
Fonctionnement et intervention			
AE		826 747	
CP		826 747	509 000
Investissement			
AE			
CP			
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		-671 627	-77 000

Tableau 5 Opérations pour le compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévision de décaissements	Exécution des décaissements	Prévision d'encaissements	Exécution d'encaissements
Opération 1	C 4...					
Aide à la mobilité internationale			1 048 800	1 048 800	1 048 800	1 048 800
Opération 2	C 4...					
Sécurité sociale étudiants	C 4...		1 200 000	4 652 813	1 200 000	4 636 138
Opération ...	C 4...					
Coordinateur projet européen	C 4...		600 000	111 000	600 000	-
Opération ...	C 4...					
Coordinateur projet CROUS	C 4...		500 000		500 000	-
TOTAL			3 348 800	5 812 613	3 348 800	5 684 938

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier" (tableau 4)

6801

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Etablissement :	AMU
Exercice :	2016
BP/BR n°/CF :	CF 2016
Date du vote par le CA :	14/03/2017

TABLEAU Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Budget rectificatif 2016	compte financier 2016	
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer			
	2 Niveau initial du fonds de roulement	69 904 648	69 904 648	
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-99 359 335	-99 359 335	
	4 Niveau initial de la trésorerie	169 263 983	169 263 983	
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	0	0	
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	169 263 983	169 263 983		
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement			
	6 Résultat patrimonial	-1 694 910	5 184 099	
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	12 090 341	20 993 474	
	8 Variation du fonds de roulement	120 303	12 830 751	
	9 Opérations bilancielle non budgétaires	SENS	-280 000	-241 722
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	-280 000	-241 722
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+		
	Cautionnements et dépôts	-		
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	243 341	374 088
	Variation des stocks	+ / -	59 287	7 232
	Production immobilisée	+		
	Charges sur créances irrécouvrables	-	184 054	75 779
	Produits divers de gestion courante	+		291 077
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	-2 869 813	7 033 645
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	7 800 000	45 491 169
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-5 000 000	-13 848 273	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	5 500 000	10 598 201	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-11 169 813	-35 207 453	
12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		3 026 775	5 664 741	
13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		12 045 000	995 244	
14 Variation de la trésorerie = 12 + 13		15 071 775	6 659 985	
14.a dont variation de la trésorerie fléchée		-17 276 110	1 952 000	
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée		32 347 885	4 707 985	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 - 13		-14 951 472	6 170 767	
16 Restes à payer		0	0	
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	0	0	
	18 Niveau final du fonds de roulement	70 024 951	82 735 399	
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-114 310 807	-93 188 569	
	20 Niveau final de la trésorerie	184 335 758	175 923 968	
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée			
20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée				

Comptabilité budgétaire
 Comptabilité générale